

# LA MÉDECINE À LA CHAÎNE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

LUNDI

29

MARS

1976

N° 147

1,50 F

Belgique 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Editorial

## A PROPOS DE LA REPRISE A LA SNCF

Après les reprises qui se sont opérées dans la grève de la S.N.C.F. ce dernier week-end, les questions du bilan de cette lutte, de l'examen de la situation aujourd'hui se posent avec insistance.

En même temps que se dessine un renouveau important des luttes ce printemps, il se confirme ce que, depuis la grève des postes de 74, des centaines de luttes avaient laissé entrevoir : il ne peut y avoir de succès d'envergure remporté dans la période actuelle en dehors d'un mouvement d'ensemble déclenché conjointement par les différents secteurs de la classe ouvrière. Même si elle mûrit inégalement, la conscience que c'est tous ensemble qu'il faut frapper se développe progressivement. D'un secteur à l'autre de la classe ouvrière, la question est posée : dans la sidérurgie, la lutte de la Solmer n'a fait qu'ouvrir le débat dans les autres entreprises ; ailleurs, comme à la S.N.C.F., la lutte a rapidement embrasé tous les dépôts, les cheminots voulaient frapper ensemble. Ce degré inégal ne fait que traduire que l'heure n'est pas encore tout à fait venue de ce mouvement d'ensemble, et qu'il faut encore que d'autres luttes se déclenchent, que d'autres obstacles soient progressivement levés. Mais indéniablement, et cela les travailleurs en prennent conscience, un tel affrontement d'ensemble est en gestation, il faut s'y préparer.

Parmi les obstacles à lever, la politique des confédérations syndicales tient une grosse part. On a vu comment, vendredi soir l'appel à la reprise des fédérations cheminotes C.G.T. et C.F.D.T. est arrivé à semer le désarroi dans le mouvement cheminot alors que le matin, 25 centres sur 25 étaient en grève. Visiblement Maire et Séguy, chacun de leur côté, se préparent aussi à leur manière au printemps chaud qui se dessine, se faisant les auxiliaires zélés des partis respectifs qu'ils représentent, PS et PCF.

C'est qu'un mouvement d'ensemble va considérablement accélérer la crise politique de la bourgeoisie, et favoriser le remplacement des équipes bourgeoises en place à la tête de l'Etat. PS et PC s'y préparent. Pour le PS, rien ne presse. Les cantonales l'ont confirmé, il est devenu le parti électoralement dominant et il peut espérer sur sa lancée s'imposer largement aux prochaines législatives de 78, au sein d'une gauche victorieuse. Pour le PCF au contraire, l'évolution actuelle des rapports de force entre les différents partis ne l'avantage pas. Si la « gauche » progresse nettement sur le plan électoral c'est beaucoup plus au profit du PS que du PCF. C'est pourquoi les révisionnistes mesurant le degré de mécontentement qui existe dans les masses, espèrent s'appuyer sur un mouvement important pour faire réévaluer leurs positions face à leurs rivaux socialistes.

suite p. 6

## GISCARD EN ALSACE : ENCORE DES MENACES

### FRANGIÉ DÉMISSIONNE



Au Liban, les combats s'étaient calmés hier à Beyrouth, où l'on a pu voir des familles se promener, tandis que des magasins commençaient à rouvrir. A peine a-t-on entendu quelques coups de canon en ville. Il semble donc que les forces pro-américaines des phalanges aient

dû renoncer au combat pour le contrôle d'une partie importante de la capitale : les projets de séparation en deux du pays, qu'on pouvait caresser ici et là dans le camp réactionnaire, ont reçu ainsi un coup décisif.

suite p. 7

Des milliers de CRS et d'autres policiers, des rues et des parkings interdits, des quartiers quadrillés, tel était le visage de Colmar et des autres villes et villages d'Alsace traversés par le cortège présidentiel au matin de la visite de Giscard.

Pourquoi ?

Parce que derrière l'Alsace sage, des riches et des notables sérieux, l'Alsace folklorique et cocardière, une Alsace nouvelle et populaire s'affirme et grandit dans les luttes.

Luttes ouvrières pour la défense de l'emploi ; pour un salaire décent, des conditions de travail humaines, comme à Clark, Rhenalu, Général Motors.

Lutte pour la défense de l'environnement, de la terre d'Alsace et des conditions de vie de la population ; Fessenheim, Marckolsheim (contre les centrales nucléaires).

Lutte des paysans contre le canal à grand gabarit dans le Sundgau.

Lutte pour la défense et la renaissance de la culture alsacienne qui s'exprime dans une nouvelle chanson et un nouveau théâtre alsaciens.

suite p. 3

### L'ordre règne à TF 1

Dimanche 20 heures (d'été) les actualités à TF1. Le gouvernement Giscard nous informe, avec fermeté : le voyage en Alsace du président a été un triomphe, la population enthousiaste lui a témoigné sa confiance. Par contre au Mozambique, depuis que le colonialisme portugais a été chassé, c'est le socialisme scientifique : les gens font la queue devant les magasins, la danse est interdite, c'est le culte de la personnalité et on aide les guerilleros du Zimbabwe : ce n'est pas difficile, ce sont des nègres insoucians qui se contentent de peu pour manger. Voilà pour le collectivisme.

Mais en Argentine, l'ordre est rétabli : les généraux ont chassé le gouvernement pourri d'Isabelita Peron et la population « ne peut que les approuver ». Aux Etats-Unis, les sondages le prouvent : la majorité, conservateurs et progressistes, sont pour l'idéalisme, la pureté, la justice, Etqnnante, merveilleuse Amérique ! Voilà pour la politique.

Le libéralisme musclé vous souhaite une bonne soirée.

DJIBOUTI  
reportage de  
notre  
envoyé  
spécial  
Jean-Paul  
GAY

p. 12

- Michelin : travailleurs de France et d'Espagne unis contre le trust -p. 5-
- Berlin-Est : affrontements entre les partis révisionnistes -p. 6-
- Espagne : les commissions de chômeurs de Malaga -p. 7-

# ENQUÊTE

# LA MEDECINE A LA CHAÎNE

## (1) URGENCES : ÇA PEUT ATTENDRE

par Pierre PUJOL

### HÔPITAL OU USINE A SOINS ?

« Tu rentres là-dedans, tu ne sais pas si tu en sors un jour ! » ; « C'est la chaîne, là-dedans, ça défile comme à la caserne ! ». Ces réflexions de deux ouvriers du bâtiment, à la sortie d'un grand hôpital parisien, sont de celles que l'on entend tous les jours. Les hôpitaux, on s'en sort ou on y reste. On y passe une fois, par hasard, ou on les fréquente régulièrement. Ce n'est jamais par plaisir. Il n'y a qu'à entendre les travailleurs hospitaliers parlant de leur service : « Moi, si je suis malade, jamais je ne me ferai hospitaliser ici ! Sachant comment les choses sont faites ! Avoir quelqu'un à l'hôpital, ce n'est jamais une bonne nouvelle ».

Combien de familles de travailleurs ne restent-elles pas suspendues aux promesses ou aux vagues commentaires d'un interne trop pressé, pour toute explication. Combien de jours attendront-elles encore pour avoir la chance d'en savoir plus ? « Il vaut mieux ne pas trop embêter le docteur, il pourrait nous prendre en grippe ! » ou « Il ne doit pas avoir le temps » ; « de toutes façons, ils ne disent rien ou se parlent entre eux ! ». Les journées qui n'arrivent pas à se finir, la date de sortie qui se rapproche, « enfin, c'est aujourd'hui ! » Mais le médecin n'est pas passé signer la sortie ou l'a repoussée, car il faut garder rempli le service.

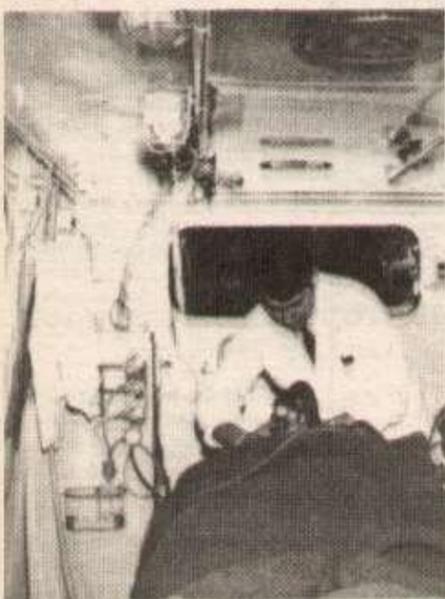
Et puis l'hôpital c'est aussi, malgré la répression, l'ignorance dans laquelle on maintient les malades, mille solutions pour se débrouiller, tenir : « allez voir tel médecin, il est mieux que l'autre ! », c'est la lutte permanente pour comprendre en demandant des renseignements à l'infirmière, aux externes, etc.. En fermant aux personnes que l'on connaît qui ont eu la même chose, en consultant des revues. C'est aussi l'entraide entre malades, dans la salle ; pour se passer un objet, une lecture, fermer une porte. Pour ne pas déranger le personnel qui n'aime pas qu'on le dérange, quand il peut souffler un moment. Ce sont des amitiés qui se créent entre gens du peuple, entre français ou immigrés. Dans cette ronde interminable des examens, consultations, soins, entrées et sorties, « l'humanisation » n'est que le masque trompeur de la cynique course aux profits, au fric à la chaîne !

De souçi pour notre santé, la bourgeoisie ne s'en fait guère. A l'usine elle la détruit à petit feu, à l'hôpital elle la rafistole au plus vite pour qu'on reprenne le chemin du boulot ! Si elle le fait quand même, c'est qu'elle a besoin de la force, du travail des ouvriers pour faire suer toujours plus le profit. Et ces hôpitaux à scandales ne sont au fond qu'une facette de plus de sa dictature sur le peuple, qu'une raison de plus d'en finir avec elle !



## LE SCANDALE AU QUOTIDIEN

Des urgences qui ne répondent pas, qui n'arrivent pas, des morts évitables, il y en a tous les jours. Peu de choses filtrent dans la presse bourgeoise : nombreux sont les travailleurs qui sont révoltés par la lenteur, le cynisme criminel de nombreux services d'urgences. Les choses en sont à un point tel qu'on peut se demander si le terme d'« urgences » dont on les affuble, correspond à quoi que ce soit ! Rappelons quelques unes des principales affaires qui ont soulevé l'indignation générale des travailleurs.



• Jeudi 18 Octobre : Octavio, quatre ans, se blesse dans la cour de son école, un crochet se fixant dans son œil. Il perd beaucoup de sang. La directrice de l'école appelle Police Secours. Peu de temps après, « un panier à salade arrive, sans brancard ni couverture. Dans les bras de la directrice, l'enfant est emmené à l'hôpital Bretonneau, dans le 18<sup>e</sup>. Il est examiné, mais comme il n'y a pas de service d'ophtalmologie, il est expédié à Bichat. Pendant ce temps, le car de police était reparti ; vu que l'hôpital ne dispose pas d'ambulances pour blessés, la directrice prend un taxi pour aller à Bichat, tenant toujours l'enfant saignant et vomissant. A Bichat, nouvel examen, mais il n'y a pas de place en salle d'opération, de plus on n'opère pas les enfants de moins de 16 ans. L'enfant est expédié à l'Hôtel-Dieu et

comme il n'y a toujours pas d'ambulance, il part à nouveau en taxi. Plusieurs heures après son accident, il est hospitalisé, enfin, mais quelques heures après, son état s'aggrave, il est transporté en urgence à Lariboisière où il décède.

Le Conseil des Parents d'Élèves dénoncera « l'incohérence dont a fait preuve Police Secours, dirigeant un enfant blessé à l'œil vers un établissement dépourvu de service d'ophtalmologie et sans avoir pris contact avec l'hôpital : l'inconséquence et la carence de ce même service, ses agents repartant avant de savoir si l'enfant est admis... »

• Emmanuel, 5 ans, refusé par huit hôpitaux, meurt après sept heures d'attente.

Mercredi 29 Octobre 75, Emmanuel est renversé par une voiture à Saint-Maur. Emmené à l'hôpital intercommunal de Créteil, le cas étant jugé trop grave, le Service d'Aide Médicale et d'Urgence du Val de Marne est chargé de trouver l'hôpital le plus proche et le mieux adapté. Refusé par huit hôpitaux (Necker, St-Vincent-de-Paul, Laënnec, Henri Mondor, Marie Lannelongue, Broussais, Foch) le garçon meurt quelques minutes après son admission. Pendant sept heures, cet enfant de cinq ans a agonisé, sans qu'aucun hôpital spécialisé accepte de le prendre !

• 18 novembre 75. Cambrai. La petite Béatrice est renversée par un vélo, elle a une brève perte de connaissance ; un médecin consulté trouve son état normal. Les douleurs de la petite fille empirant, le médecin est rappelé et prescrit des calmants. Sans résultat. Les parents décident alors d'emmener leur enfant dans une clinique. Il est minuit. L'état de Béatrice continue à s'aggraver. C'est seulement trois heures après que l'on se décide à passer une radio qui montre une atteinte grave, alors qu'en cas de traumatisme crânien, il faut procéder à une radio immédiatement. L'enfant, envoyée d'urgence à Lille, meurt en route à 17 km de l'hôpital !

De ces scandales, nous savons peu de choses. Le plus souvent, les bouches se ferment, on tente de faire taire la famille, en lui donnant une foule de mots savants en guise d'explication, ou en parlant de fatalité. Quand il s'agit de vieux travailleurs, qui ne pourront plus produire, on n'en parle même pas ! Mais l'indignation et la révolte sont là : dans de nombreuses familles populaires, on connaît ou on a vécu des affaires de la sorte. La médecine capitaliste a les mains pleines de sang ! Il faut en finir avec elle !

## ENTRETIENS À BICHAT

10 heures du matin. Une activité fébrile règne dans le périmètre étroit qui va de l'inévitable «caisse» aux admissions de l'hôpital Bichat. Des agents, des infirmières, des administratifs font le va et vient, poussant des malades, apportant papiers sur papiers, épelant le suivant dans les salles d'attente de la consultation de chirurgie. Partout des portes battent ; on pousse des portes, on se tient des portes. Debout, leurs affaires à la main, ou assis, partout des malades attendent. Entre les deux salles d'attente et le couloir, il y a bien 80 personnes qui attendent leur tour. D'autres continuent à arriver : il n'y a plus de chaises, elles resteront debout.

« Je viens là tous les jours, depuis plusieurs mois, si je compte toutes les heures perdues, j'ai passé plus de trois mois à attendre ! » c'est un ouvrier, accidenté du travail qui parle.

« Moi, je suis là depuis sept heures du matin ! L'ambulancier est passé me chercher à six heures et demi du matin parce que ça l'arrangeait, et je ne passerai pas avant onze heures ! » Cet ouvrier qui travaille sur les poids lourds a eu une brûlure électrique grave. Un autre travailleur intervient : « depuis huit heures que nous sommes là, et le médecin qui n'est toujours pas là ! Il n'a pas fini d'opérer, paraît-il ! »

« Monsieur Chauveau ! Venez par ici ! » Le malade se lève, et suit l'agent hospitalier.

« Tiens, il est arrivé après nous, et il passe avant ; ici, c'est à la tête du client ! ». « Non, ce n'est pas à la tête du client ! » rajoute un autre travailleur, « ceux qui ont l'air impatient ou qui gueulent, ils les font passer les derniers,

express ». Les malades s'en traident : « madame, est-ce que le monsieur ne pourrait pas passer, il souffre beaucoup ! »

« Une fois, on m'a oubliée dans la cabine, je manquais d'étouffer, il faisait tellement chaud ! » « regardez-moi ça, coupe un autre, les infirmières sont parties boire un café et elles nous laissent attendre ! »

Une vieille dame compréhensive explique : « ce n'est pas la faute du personnel non plus, ils sont débordés. Il arrive parfois que l'infirmière soit seule, elle n'arrive pas à s'en sortir ! Il faut attendre deux heures de l'après-midi pour que ça se tasse un peu ! »

Une malade hospitalisée en peignoir, dans un fauteuil roulant, se met à crier : « on m'a fait boire mon café en vitesse, et alors que je ne suis pas bien, on me fait trainer ici depuis plus d'une heure. Comme si on n'avait pas pu me descendre au dernier moment ! On se demande

pourquoi le spécialiste ne peut pas venir jusqu'au lit ! »

« C'est révoltant ! » « C'est scandaleux ! » « ce n'est vraiment pas normal ! » « Il y a de l'exagération ! » Tous les travailleurs interviennent, protestent ; instantanément, tout s'arrange, on vient chercher la malade !

« On se moque vraiment de nous ici ! » pense à haute voix un accidenté, par ailleurs chauffeur de ministre. « Le gratin que je trimbale, c'est vraiment pas glorieux, et c'est jaloux ; dès que Ponia a mis le téléphone dans sa voiture, ils ont tous voulu l'avoir ! »

« Qu'est-ce qui doit rentrer dans les caisses de l'hôpital, à cette cadence ! J'ai passé 95 jours en clinique, à La Garenne, avec quatre opérations, ça leur a rapporté dix millions huit ! »

C'est un retraité qui conclut : « Ici, c'est comme à l'usine ; ils ne connaissent qu'une chose : les cadences, le fric ! » « faut le dire dans votre journal ! »

### Papiers, s'il vous plaît !

Si vous êtes allergiques au papier, inutile d'aller à l'hôpital !

Quand vous arrivez à l'hôpital, vous avez déjà montré vos papiers à l'ambulancier, sauf si vous êtes dans l'incapacité totale de le faire.

Arrivé à l'hôpital, on vous prend en charge ; disons plutôt qu'on prend vos papiers en charge ! Carte de Sécurité Sociale, Carte d'identité, numéro de l'ancien dossier.

Comme il n'y a pas assez de papiers et qu'on a peur de vous perdre, on en fabrique d'autres. Une fiche d'admission, un billet de salle, un billet de vestiaire pour mettre vos habits au vestiaire, comme son nom l'indique ; une feuille de prise en charge. Ensuite on peut passer aux fiches perforées pour l'ordinateur central. Il reste encore à fabriquer les étiquettes collantes pour mettre les bons de radio, les prélèvements sanguins, etc..

Enfin, c'est au tour des fiches de recherche. Après quoi on peut considérer qu'on est admis.

## GISCARD EN TOURNÉE

# L'ALSACE N'EST PLUS SÛRE

### SUITE DE LA UNE

C'est de cette Alsace qu'avait peur Giscard, comme le révèle une brochure C.G.T. : « du 19 mai 74, date de son élection, au 28 mars 76, le chômage en Alsace a augmenté de 460 %, les chômeurs secourus sont passés de 1106 à 11460, les impôts régionaux ont augmentés de 60 %, les impôts locaux de 41 %, les profits du grand patronat de 50 % et les prix de 27 % ».

Notre région détient le triste record du plus fort taux de progression du chômage, du plus fort taux de sous-scolarisation, d'une augmentation continue des accidents du travail (1 mort par jour ouvrable en Alsace et en Moselle).

L'accueil, cette fois, n'a pas été aussi « chaleureux » que dans le passé. Giscard avait pourtant fait chauffer la salle où il devait parler : ils étaient 3, Durafour ministre du travail, Stoléru, l'homme du travail manuel et son OS de service Maigrat. Bien sûr, il y avait l'habituelle proportion de bourgeois alsaciens et de jeunesse dorée (pas toujours alsacienne celle-là). Mais la proportion de « braves gens » s'était singulièrement réduite.

Le matin, à la nécropole nationale de la première armée française, à Sigolsheim, les parachutistes de la France Libre ont refusé d'assister à la cérémonie, pour protester contre la suppression de la commémoration du 8 mai 45.

A Colmar, une manifestation à laquelle participaient des délégations de différentes usines, bien que dévoyés par les partis de « gauche », a cependant montré que l'opposition à la politique de Giscard se développait en Alsace.

Décidément, rien ne va plus. Même l'Alsace n'est plus sûre !

correspondant Strasbourg

L'Humanité publiait deux éditions vendredi 26. Comme par hasard, l'édition que l'on trouvait en gare parlait de notre grève au passé et soulignait qu'elle prenait fin le soir même. L'autre édition que l'on trouvait dans tous les autres kiosques, en parlait au présent. Première édition : « SNCF : par leur grève, les cheminots ont massivement soutenu leurs revendications. Le mouvement prend fin ce soir ». Deuxième édition : « SNCF : grève massive des cheminots pour le soutien de leurs revendications ». A souligner que seul le titre changeait. Dans toutes les autres pages, pas un point ni une virgule n'avait bougé. On a vite fait d'enterrer une grève à l'Humanité.

Correspondant SNCF  
Orléans-Les-Aubrais

Giscard change de style, jusqu'à maintenant il laissait à Poniatowski et Chirac le ton dur et le rôle impopulaire de premier policier de France. Il se gardait bien de parler de répression et n'avait dans la bouche que les mots de réforme, de libéralisme et de progrès social. Les luttes des travailleurs, leur prise de conscience l'ont contraint à laisser tomber le masque. A Colmar, dimanche comme lors de son dernier discours télévisé il s'est fait menaçant. S'il a encore parlé de réformes, c'est plus pour convaincre les plus réticents de sa « majorité » que c'est la seule façon de faire « l'économie de la révolution » que les travailleurs qui ne se font plus guère d'illusions sur le réformisme giscardien.

Après l'annonce d'une série de cadeaux aux patrons,



Coframaille, 73.

investissements, relèvements de la prime, de création d'emploi. Giscard a fait une série de mises en garde. « Pas de campagne de dénigrement » « Dans deux ans vous aurez à vous prononcer, d'ici là il faut laisser travailler les français, il faut cesser de dénigrer la France ». Giscard a également dit que la relance était là et qu'il fallait travailler pour ne pas se laisser distancer par l'Allemagne. En résumé : dans deux ans vous pourrez vous exprimer en votant, d'ici là travaillez et taisez-vous. Ce n'est pas principalement à l'opposition de « gauche » que sont destinés ces propos mais bien aux travailleurs, mis en demeure de taire leurs revendications. Ces menaces à peine voilées ont reçu la réponse qu'elles méritaient : manifestations contre Giscard et sa politique et en particulier celle de Colmar.

L'Alsace des travailleurs n'a rien à voir avec l'Alsace des cartes postales : alsaciennes en costume folklorique et nids de cigogne. L'Alsace aujourd'hui, c'est le chômage, l'exode quotidien des frontaliers et de plus en plus des luttes dures qui ne cadrent pas avec la tradition qui voudrait que tous les Alsaciens riches et pauvres soient respectueux de l'ordre établi.

On assiste aujourd'hui à un renouveau culturel en langue alsacienne, plusieurs chanteurs alsaciens : Roger Siffert, Gérard Walter, connaissent une forte audience auprès des travailleurs.

A travers ce renouveau du courant régionaliste s'exprime la colère des travailleurs vis à vis du pouvoir central qui méprise les aspirations alsaciennes.

### DES USINES FERMENT...

Plusieurs industries sont touchées par la crise :

- licenciements chez Colroy SA à Sénonces (fabrique de bas) Réduction d'horaires dans le groupe Bousac,
- certains travailleurs frontaliers en RFA commencent à être licenciés,
- restructuration dans les brasseries,
- menaces de fermeture de la brasserie de Mutzig par le groupe hollandais Heineken.

Actuellement il y a

23 000 demandes d'emploi non satisfaites, le chiffre réel de chômeurs dépasse 30 000, 17800 chômeurs partiels.

Depuis 65 il s'est créé 437 entreprises industrielles dont 40 % sont à capitaux étrangers. Le nombre des emplois n'a augmenté que de 11000 au cours de ces dix dernières années, or il faudrait pour satisfaire toutes les demandes d'emploi créer de 8 à 12000 emplois chaque année.

### LES FRONTALIERS

En 1960, 2500 ouvriers allemands venaient travailler en Alsace. Depuis le courant s'est inversé et ce sont 30000 Alsaciens qui vont travailler en Allemagne et en Suisse, soit 5 % de la population active. 35 % du Haut Rhin, 65 % du Bas Rhin. 42 % des frontaliers alsaciens ont moins de 25 ans. Les Alsaciens qui travaillent en Allemagne et en Suisse sont en majorité non qualifiés : 37 % de

manœuvres, 28 % d'ouvriers spécialisés et 28 % d'ouvriers professionnels. Si les ouvriers alsaciens vont travailler en Allemagne et en Suisse, c'est à cause de la pénurie d'emplois sur place mais aussi parce que les salaires sont supérieurs dans ces pays en raison de la dévaluation du franc par rapport au franc suisse et au mark. L'avantage est d'environ 50 %.

### SONDAGE FIGARO-SOFRES : UNE CLAQUE POUR GISCARD

Le dernier sondage réalisé après le discours de Giscard de mercredi est un véritable camouflet pour le président. Nous savons bien quel crédit tout-à-fait relatif il faut accorder à ces sondages. Mais quand les résultats sont si nets, ils donnent une indication que même le pouvoir ne peut cacher.

54 % des personnes interrogées ne font pas confiance à Giscard pour résoudre le chômage, 56 % pour résoudre les inégalités, 54 % pour l'inflation. 59 % l'ont trouvé peu convaincant et 54 % n'ont pas été convaincus. Enfin, 27 % ont maintenant moins confiance en lui, contre 17 % qui ont plus confiance et 53 % qui n'ont pas changé d'avis.

## Le coordinateur chez les députés de Ponia

# CHIRAC EST ARRIVÉ...

Chirac, récemment promu « coordinateur de la majorité » a cherché, tout d'abord, à galvaniser les énergies des politiciens de sa coalition qui périclitent. Il a vertement répondu aux propos de Mitterrand, donnant un avant-goût des joutes stériles de la prochaine campagne électorale. Mais, en représentant de la bourgeoisie, il a montré surtout, par ses propos menaçants contre les travailleurs du secteur public, combien la classe dominante est soucieuse d'enrayer les luttes populaires.

A Nice, Chirac a d'abord inauguré sa tâche de coordinateur : « il faut taire certaines rivalités et dissensions dans la majorité, c'est à cela que s'appliquera mon action ». Voilà, dit plus crûment, ce que Giscard attend de lui : empêcher que les luttes de clans n'apparaissent au grand jour et ruinent les chances de la coalition giscardienne à la prochaine

élection. Cherchant à soulever l'enthousiasme des RI qui l'écoutaient, le premier ministre leur a fait entrevoir les perspectives juteuses des sièges qu'ils briguent aux législatives : « En 78, je puis vous la donner la garantie, nous gagnerons », a-t-il dit pour sans doute exorciser les cantonales, auxquelles, prétend-il, il n'accorde pas « d'importance excessive ».

Mais les partis au pouvoir ne sont capables de s'unir, au delà de leurs contradictions internes, que contre un adversaire. Le président de la république, dans la tradition la plus grossière de l'anticommunisme gaulliste, leur en a présenté un : « le collectivisme ». C'est montrer combien ces gens haïssent le peuple, combien ils craignent les combats incessants de la classe ouvrière.

Mais dans l'immédiat, la majorité feint de confondre l'union de la gauche, projet

bourgeois de replâtrage du capitalisme, et la révolution : Chirac a qualifié le programme commun de « transformation profonde et révolutionnaire de notre société ». Le clan RI-UDR-Centristes entend agiter, comme un spectre, la perspective de la révolution pour ne pas céder le pouvoir à la gauche. Sur cette toile de fond, le premier ministre a violemment pris à partie le chef du PS, le définissant comme « celui qui a tenté de se saisir du pouvoir à la faveur de l'émeute de 68 ». C'est que, sur le plan strictement électoral, le PS représente actuellement l'adversaire le plus menaçant pour la majorité, qui, dès maintenant, entend ne plus le ménager.

Mais, au delà des urnes, toute la trame du discours de Chirac, c'est la volonté bourgeoise d'affronter la classe ouvrière. Ce discours est menaçant. Il appelle à serrer les rangs contre le danger de

### ÇA GROGNE CHEZ LES CENTRISTES

On a peu parlé des réactions des centristes à la nomination de Chirac comme « coordinateur » des partis de la majorité giscardienne. Pourtant, les sénateurs centristes, réunis à Menton, grognent. « Nous nous sentons lésés par ce geste du président de la république pour qui nous avons voté dès le premier tour aux élections

présidentielles, contrairement à d'autres. « Nous aurions préféré que fut désigné un triumvirat », a déclaré au « Monde » un sénateur.

Il n'y a pas si longtemps, Chirac des RI, lui, parlait « d'une équipe de responsables ». Décidément, derrière la façade de l'unité retrouvée, l'unanimité ne va pas fort...

nos luttes. Tout en faisant l'éloge des contrats de misère dans la fonction publique qualifiés de « compromis qui apportent des avantages non négligeables », le premier ministre menace : « personne ne comprendrait que se développe une campagne progressive des services publics », visant ainsi les cheminots en lutte. Une fois encore, Chirac

tente, de façon minable, la division en essayant d'opposer les salariés du secteur public et du secteur privé. Mais en réalité, postiers et cheminots luttent au coude à coude avec les autres travailleurs, et, sans hésiter, ils sauront, par leurs luttes, ruiner les espoirs du « coordinateur de la majorité ».

P. LEFORT

# LUTTES OUVRIERES

## en bref...

• A Faverges (Haute Savoie), les ouvriers de Dupont Tissot sont toujours en grève. Ils refusent la nouvelle grille de classification et occupent leur usine depuis le 12 mars.

• Les travailleurs de l'usine Poclair hydraulique à Verberie (Oise) sont en grève depuis douze jours pour 250 F pour tous, une prime de vacances. Ils sont aussi en lutte contre les classifications et pour la garantie de l'emploi. Les travailleurs de Gury (Crépy en Valois), Perier (Ollencourt), et Poclair S.A. (Compiègne et Crépy en Valois), mis en chômage technique, viennent de les rejoindre dans leur lutte !

• Le travail a repris la semaine dernière à Thomson-Chauny (Aisne). Les travailleurs ont obtenu 1800 F minimum avec la garantie de 2000 F mini en septembre, et la réduction du temps de travail d'une demi-heure payée à partir du 1er mars.

• Une première victoire à Sawyer (Marckolsheim) : après 4 jours de grève, les travailleurs ont obtenu une augmentation de 250 F (150 F au 1er mars et 100 F au 1er mai sur la base de 174 heures) et le paiement à 50 % des heures de grève.

• Les 220 travailleurs des transports Stouff-international (Anne-masse) qui avaient bloqué récemment la route d'accès au tunnel du Mont Blanc avec leurs poids lourds pour protester contre les menaces de licenciements viennent de recevoir leurs lettres de licenciements : la riposte s'organise !

## Béghin Say (Corbehem)

### COORDONNER LES LUTTES SUR LA RÉGION

C'est maintenant 2 018 travailleurs de Béghin à Corbehem (Pas-de-Calais) sur 2 500 qui entament leur troisième semaine de grève avec occupation de l'usine.

Béghin Say, c'est un trust international : 24 usines, 10 000 travailleurs en France, une cartonnerie au Maroc, une sucrerie en Uruguay (pays fasciste où la main-d'œuvre n'est pas chère). C'est le plus gros producteur européen de papier carton cellulosé (produits Lotus). Comme de nombreuses entreprises capitalistes, le trust Béghin rentabilise en restructurant. La restructuration, ça veut dire pour les travailleurs des licenciements, le chômage, l'augmentation de la productivité, la dégradation des conditions de travail déjà pénibles, ça veut dire l'exploitation accrue.

#### LICENCIEMENTS, CADENCES, SALAIRES BLOQUÉS

La grève actuelle est l'aboutissement de plusieurs années de lutte à l'usine de Corbehem. Fréquemment la direction a essayé de faire faire à deux ouvriers le travail de trois, le troisième étant déplacé (ou dans le nouveau

leur troisième semaine d'occupation.

#### LA TACTIQUE PATRONALE CALOMNIES ET CHANTAGE À LA CRISE

Le refus catégorique de la direction de négocier tant que durera l'occupation, son chantage répété aux commandes perdues, la publica-



Larcourtensourt : comme à Béghin, les travailleurs de la papeterie sont en lutte...

plan mis à la porte. La combativité de certains ouvriers a souvent fait échec à ces tentatives. Deux pour faire le travail de trois, ce fut la cause de nombreux accidents graves du travail (bras arraché), surtout pendant les postes de nuit.

C'est l'annonce de la suppression de 100 postes de travail et de 51 licenciements dans l'immédiat, ainsi que la suppression de 20 % des emplois prévus dans les années à venir qui a déclenché la grève.

Emplois menacés, travail accru, salaires bloqués : nombreux sujets de mécontentement qui expliquent la combativité des ouvriers qui entament avec détermination

tion dans la presse régionale de la paye d'un ouvrier (« bien payé » : 2 600 F) : « quand on gagne ça, on ne fait pas grève », (dans le but évident de discréditer le mouvement auprès de l'opinion), tout cela est rejeté par les ouvriers qui durcissent leur mouvement.

La direction a par ailleurs suscité la création d'un « comité pour la liberté du travail » réunissant les jeunes non-grévistes, employés, agents de maîtrise, cadres... et qui multiplie les communiqués à la presse, dénonçant le caractère prétendument minoritaire de l'action. S'il est vrai que l'occupation a été votée par 600 ouvriers, c'est 2 000 grévistes qu'il y a actuel-

lement. Pressés de reprendre le travail pour « le bien de tous », les membres du comité multiplient les démarches (direction départementale du Travail, Inspection du Travail).

Le comité CGT-CFDT-CFTC est décidé à faire face et à continuer la lutte, passant outre à certaines manœuvres de liquidation, comme les tentatives de négociation unilatérales de la direction parisienne, de la fédération CGT du papier carton avec le patronat.

#### VERS UNE COORDINATION DES LUTTES LOCALES

Le comité de grève multiplie les actions de popularisation : actions classiques (réunions d'information, tracts, collectes) et aussi plus spectaculaires : ils ont mercredi, bloqué l'autoroute Paris-Lille à Hénin-Beaumont et fait une collecte dans le bouchon.

Par ailleurs, les grévistes CFDT de Béghin s'efforcent de lier leur combat aux autres luttes de la région (grève de 24 heures à Arbel, arrêt de travail par poste aux « Resorts du Nord » sur le mot d'ordre 350 F pour tous les ouvriers gagnant moins de 2 400 F et où la grève totale est envisagée en cas de non-satisfaction).

Une réunion de coordination et d'information est fixée au vendredi 2 avril à 20 heures à la MJC de Douai.

Corr. Douai

## Rehault (Fougères)

### DE NOUVELLES ACTIONS SE PRÉPARENT...

La semaine dernière, plusieurs actions offensives ont été rondement menées par les « Réos ». Mercredi après-midi, le boulevard Thiers, juste devant l'usine, devenait « boulevard de la Commune de Paris », et une autre rue prenait le nom de « rue des travailleurs en lutte ». Après ces « baptêmes », une manifestation se dirigeait vers le commissariat de la ville pour protester contre les tracasseries des flics lors des collages et bombages de popularisation de la lutte. Un commissaire arrogant qui provoquait les manifestants, reçu plusieurs giclées de peinture en pleine figure. Jeudi, les « Réos » inauguraient la foire-exposition en hissant un drapeau rouge au-dessus des stands et en visitant la foire tout à coup désertée par les notables. Une nouvelle manifestation avait lieu le soir dans les rues.

Samedi matin, une conférence de presse se tenait à l'UL-CFDT de Fougères pour annoncer la mise sur pieds d'un plan de popularisation sur toute la Bretagne. Des assemblées seront organisées dans toutes les UIB (Union Interprofessionnelle de Base), où des « Réos » iront expliquer leur lutte, engager le débat et ainsi tisser des liens de solidarité avec tous les travailleurs Bretons. Ces réunions seront

organisées dans la perspective d'une fête populaire le 1er mai à Fougères, avec le projet d'une « montée » sur la ville.

D'autre part, mardi 30 une nouvelle « marche sur Rennes » conduira les « Réos » d'abord à la préfecture, puis ensuite aux ASSÉDIC. Certains bruits courant sur un éventuel non-paiement des indemnités aux travailleurs sous prétexte qu'ils occupent l'usine, il est question d'aller « demander des explications » aux responsables des ASSÉDIC.

Ceux qui misaient sur le pourrissement de la lutte et la lassitude des « Réos » devront déchanter. Ces actions renforcent le dynamisme de la lutte. Non messieurs de la bourgeoisie, « Réo, ce n'est pas fini » !

• Journée d'action à Rhône-Poulenc Textile. Après l'annonce des 510 licenciements à Péage, et de la fermeture des filatures de Péage, la Voulté, etc... les syndicats de RPT ont décidé une journée d'action. Lundi à Lyon les travailleurs de CTA, Rhodia Vaise et Péage manifestent contre les licenciements.

## SNAV (Vénissieux)

### HALTE À LA RÉPRESSION

12 licenciés, 17 grévistes mis à pied. Nous arrivons à la 5ème semaine de lutte, dont 3 avec occupation et blocage des stocks. La direction vient de jouer sa dernière carte. Le motif des 12 licenciements et des 17 mises à pied ? « Opposition au chargement du stock de containers » ! 200 sont attendus depuis dix jours en Italie. Le tribunal des référés et le tribunal de grande instance de Lyon avaient ordonné la libération du stock et de l'atelier.

Manœuvre grossière, car elle propose de supprimer deux licenciements et un jour de mise à pied aux 17 contre la libération du stock de l'atelier et la reprise du travail à la cadence d'avant le conflit. Devant ce durcissement de la direction, la section CFDT qui avait soutenu les travailleurs depuis le début et avait laissé la direction de la lutte aux mains du comité de grève élu par les travailleurs, commence à remettre en cause cette direction du comité et les initiatives prises par les travailleurs.

La tendance réformiste dans la section, appuyée par l'Union Métaux du Rhône, essaie de faire pression. Ses arguments sont les suivants : vu la gravité de la situation, pour avoir l'appui de la direc-

tion CGT, il faut que la CFDT montre qu'elle dirige et contrôle la grève. C'est pour cela qu'il faut faire passer la démocratie syndicale, en fait les ordres de la bourse, avant la démocratie ouvrière, les décisions élaborées par les assemblées générales.

Le résultat, ce sont des positions calquées sur celles de la direction CGT : soutien en parole et division des travailleurs dans les faits.

La mobilisation de l'ensemble de l'usine est subordonnée aux décisions de la direction CGT. Pour redresser cette situation, les grévistes n'ont plus qu'une solution : compter avant tout sur eux-mêmes pour mobiliser le reste de l'usine, d'autre part contraindre les sections à appeler le reste de l'usine à la lutte.

Corresp. SNAV

## Renault-Billancourt

### LA LUTTE CONTINUE AUX FONDERIES

Les ouvriers du secteur «carter-cylindre» luttent depuis bientôt deux semaines pour l'augmentation de cinq points du coefficient et l'obtention d'un remplaçant pour quatre ouvriers à la chaîne.

Jusqu'à présent la direction refuse de discuter, sa seule réponse aux revendications des travailleurs, c'est le licenciement de plusieurs dizaines d'intérimaires.

Mais les travailleurs sont déterminés à poursuivre leur lutte. Depuis le début, ils occupent par équipe leur atelier, et popularisent leur mouvement auprès des travailleurs du reste des fonderies. Aux fonderies, les conditions de travail sont par-

ticulièrement dures : on y respire sans aucune protection, des produits toxiques, il y a trois semaines, un travailleur mourrait des suites d'inhalation d'isochlorure, la semaine dernière c'est un travailleur qui était grièvement blessé, happé par une machine... Les revendications des grévistes peuvent être étendues à l'ensemble des fonderies dans une lutte commune pour l'amélioration des conditions de travail.

Quant au P«C»F, son seul «soutien» à la lutte, c'est la diffusion d'un tract où il est indiqué que la seule solution c'est l'application du programme commun, lequel propose une suite de nationa-

lisations. Mais à Renault, usine nationalisée, la réalité n'est pas aussi belle que le prétendent les révisionnistes du P«C»F : les récentes luttes des peintres du 74 et des travailleurs des fonderies en témoignent.

La réalité de Renault, c'est, l'exploitation, les cadences, les accidents du travail...

Face à l'intransigeance de la direction et au manque de propositions des révisionnistes, il importe de populariser la lutte à l'ensemble de tous les ateliers, de mobiliser les travailleurs sur des revendications communes.

Correspondant Renault-Billancourt

#### BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE (Dijon) : SUCCÈS D'UN GALA DE SOUTIEN AUJOURD'HUI S'OUVRENT DE NOUVELLES NÉGOCIATIONS

Bourgogne-Electronique : les travailleurs en lutte pour 400 F d'augmentation et la 5ème semaine de congés payés entrent dans leur quatrième semaine de grève avec occupation. Hier dimanche à 18 H commençait un gala de soutien aux portes de l'usine. Beaucoup de jeunes y participaient. On remarquait, entre autres délégations, la présence de camarades cheminots qui protestaient sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée la reprise vendredi. Ce succès du gala de soutien ne peut pas toutefois masquer le fait que peu nombreux étaient les travailleurs qui occupaient l'usine le matin même. Aujourd'hui lundi à 9 heures, de nouvelles négociations s'engagent avec la direction. La question qui reste aujourd'hui posée est bien, comme le disait une camarade gréviste : « Rentrer avec pas grand chose ou ne pas rentrer du tout et, en conséquence, poursuivre et renforcer la lutte ».

# LUTTES OUVRIÈRES

## MICHELIN

### LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ET D'ESPAGNE UNISSENT LEUR FORCE CONTRE L'EMPIRE

L'UNION DE LA GAUCHE CONTRE LES CHEMINOTS

Poursuivant son tour de France des usines Michelin, une délégation unitaire d'organisations syndicales clandestines espagnoles des usines Michelin espagnoles de Valladolid; Aranda, Lasarte, est venue rendre visite aux grévistes de l'usine de Montceau les Mines.

Cette visite, organisée par la CFDT et la Fédération Internationale de la Chimie faisait suite à celle des usines de Cholet et de Vannes.

Jeudi 25 dans l'après-midi une réunion se tenait entre les délégués espagnols de l'assemblée générale et des représentants de la plupart des ateliers de l'usine de Montceau.

#### UN DÉBAT TRÈS RICHE

Un débat très riche selon les délégués espagnols et les travailleurs français s'est instauré.

Sur les 4 usines espagnoles, trois sont en grève totale. Jeudi, Valladolid, la première à entrer en lutte, était dans sa 53<sup>e</sup> journée de grève.

Le mouvement est parti parce que Michelin voulait faire passer la semaine de travail à 48 heures. Le coup de revient d'un pneu en Espagne étant beaucoup plus faible qu'en France ou en Allemagne, Michelin augmente la durée du travail en Espagne et réduit ses effectifs en France. La lutte pour l'emploi à Michelin en France est donc étroitement liée à la lutte des camarades espagnols pour la réduction du temps de travail.

Les bas salaires et la répression de Michelin sont également attaqués de front par les grévistes espagnols.

Face à ces revendications, Michelin emploie une répression féroce : 176 licenciements sur les trois usines pour faits de grève (interdit par les lois fascistes), une dizaine d'emprisonnés. Les grévistes luttent en même temps pour la réintégration de tous les licenciés.

Les ouvriers français posent de nombreuses questions :

- Comment faites-vous pour tenir depuis 53 jours ?

- Un camarade de Valladolid répond : « La première chose pour nous c'était de contacter les autres usines. Peu de temps après Aranda et Lasarte ont rejoint la lutte sur les mêmes revendications, notre mouvement a été une boule de neige, chez vous aussi en France, l'usine de Vannes et la vôtre peuvent aider d'autres usines françaises à rejoindre le mouvement ».

« Nous avons dans l'assemblée générale créé une commission de popularisation chargée de recueillir des fonds pour pouvoir manger. Nous avons un grand soutien des travailleurs autour de nous, des paysans nous donnent des produits ou nous les vendent au prix coûtant sur un marché spécialement organisé, les commerçants, les étudiants nous aident, c'est très important ».



« ON TIENDRA JUSQU'À NOËL S'IL LE FAUT... »

Ebertués par le moral extraordinaire de ces 4 camarades, tous licenciés, mariés et père de famille pour certains, menacés par la répression la plus féroce, des ouvriers de Montceau demandent :

- Mais vous comptez tenir longtemps ?  
- Jusqu'au bout, dans

une usine les travailleurs disent, on tiendra jusqu'à Noël s'il le faut... mais pas Noël de cette année, celui de l'année prochaine !

- On dit que Michelin en Espagne est encore plus féroce que le régime fasciste lui-même, est-ce vrai ?

- Oui, le régime de Juan Carlos pratique la répression mais il est obligé en apparence de concéder quelques libertés pour pouvoir entrer dans le marché commun ; mais Michelin est plus franquiste que Juan Carlos. Il s'accroche aux lois fascistes parce qu'elles facilitent son exploitation des

bourgeoisie, pratiquement tout le monde.

#### RENVERSER LE FASCISME

Juan Carlos a dû concéder des libertés, et nous en profitons au maximum, mais il essaye par la répression de nous empêcher de les mettre en pratique. Depuis la guerre civile il n'y a jamais autant eu d'emprisonnés et de tués qu'en ce moment. Mais nous sourions parce que le régime franquiste est en bascule et nous le renverserons bientôt. Nous allons vers la démocratie, nous voulons ren-

Vendredi matin, à 4 H 30 les camarades espagnols et les syndicalistes CFDT interviennent à la sortie du poste des nuits. Les travailleurs du Génie Civil qui ont débrayé de deux heures à cinq heures étaient prévenus et viennent écouter les grévistes espagnols à l'entrée, les ouvriers du tourisme prévenus également restent dix minutes après la fin du poste pour les écouter.

Les camarades espagnols déclarent notamment : « Vous avez commencé votre mouvement, nous pensons que vous devez aller jusqu'au bout, votre lutte est juste. Nous savons que vous avez des difficultés entre la CFDT et la CGT, mais ce qui est important c'est votre volonté de voir aboutir vos revendications, le reste doit venir après. Chez nous, c'est l'Assemblée Générale qui décide et ainsi on peut résoudre les divergences entre les organisations ».

Nous devons engager la solidarité entre nous, mais c'est la solidarité sur nos revendications qu'il faut faire. Lutter sur vos revendications, c'est ça la solidarité entre nous, et vous devez tenir jusqu'au bout ».

Nous nous quittons chaleureusement devant le portail de l'usine très satisfait les uns et les autres de cette rencontre. Les camarades espagnols nous ont communiqué cet enthousiasme infatigable qui les anime. Beaucoup d'ouvriers se souviendront d'eux. Nous sommes sûrs que les quatre délégués espagnols s'attaqueront à l'image que se font des Français les ouvriers des usines Michelin d'Espagne. Pour eux les Français c'étaient jusqu'à maintenant les cadres fascistes de Michelin qui les oppriment.

« Nous leur diront qu'il y a deux sortes de Français : et qu'en France les ouvriers de Michelin sont du même côté qu'eux ».

Correspondant Michelin Montceau les Mines

travailleurs espagnols.

- Quand Franco était en train de crever, tous les ouvriers français en parlaient dans l'usine et attendaient sa mort tous les jours, mais la presse et la télé française nous disaient que Juan Carlos se serait beaucoup mieux, comment ça se passe maintenant ?

Les camarades espagnols rient :

- Juan Carlos c'est mieux ? On vous a trompé. Quand Franco est mort, tout le monde était très content, il y avait beaucoup de monde dans les rues, dans les cafés, on a beaucoup fêté sa mort. Et ne croyez pas que ce qu'on vous dit c'est l'avis de quelques uns. C'est celui de tous les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie, une partie de la

verser le fascisme, c'est la première chose à faire. Comment vous organisez-vous pour la grève, demandent les ouvriers français.

- Chez nous, il y a plusieurs organisations représentées clandestinement, mais c'est l'assemblée générale qui décide et non chaque organisation de son côté au nom des ouvriers, c'est très important. Votre volonté à Montceau de vouloir donner le pouvoir de décision aux travailleurs nous plaît, c'est dans votre usine jusqu'à maintenant que nous avons trouvé le plus de points communs avec nous, nous sommes très contents de notre visite à Montceau et nous souhaitons que votre grève continue malgré vos difficultés avec la CGT.

#### LMT (Boulogne)

##### DÉBRAYAGES SANS LENDEMAIN OU LUTTE D'ENSEMBLE ?

Depuis 15 jours, les travailleurs de LMT (matériel téléphonique) de l'usine de Boulogne et des chantiers de la région parisienne sont en lutte (grève reconductible au siège social, débrayages sur les chantiers) pour 10 % et au moins 300 F pour tous.

Mercredi dernier à Boulogne, une manifestation a regroupé plusieurs centaines de travailleurs de LMT et des lampes Claude (filiale de LMT) où 500 licenciements au moins sont prévus.

De nombreux ouvriers et techniciens des différentes usines et chantiers LMT sont conscients de la nécessité de lutter unis contre la direction du trust. Mais ils se heurtent au PCF qui dirige la CGT, bloque l'information et empêche les contacts entre les différents chantiers et l'usine de Boulogne.

Lundi 29 les travailleurs des chantiers manifesteront à 14 H 30 porte de Chatillon et se réuniront en AG au siège de

Montrouge. L'issue de la lutte dépend beaucoup des perspectives qui se dégageront de cette journée : les travailleurs se laisseront-ils convaincre par les arguments du PCF qui tente de saboter l'AG et conseille aux travailleurs de mener de petites actions sur chaque chantier « pour montrer au patron notre mécontentement », ou bien les ouvriers des chantiers et les techniciens et employés du siège social de Boulogne engageront-ils une lutte unie sur l'ensemble du trust ? Des perspectives claires de lutte permettraient de rallier de nombreux travailleurs qui hésitent encore à se mettre en grève car l'expérience des années précédentes (débrayages démobilités d'une heure, petites luttes vite stoppées par la direction de la CGT dès que le patron accorde ses 5 ou 6 % de miettes) les a rendus prudents.

Correspondant Boulogne-Billancourt

### Général Motors (Strasbourg) : les travailleurs reprennent avec quelques acquis

Les 750 travailleurs de Général Motors qui occupaient leur usine depuis trois semaines pour 250 F d'augmentation ont repris le travail vendredi.

L'action qu'ils ont menée avec le soutien actif des métallurgistes de la région a permis de faire céder la direction sur plusieurs points, notamment :

- une augmentation uniforme de 110 F pour tous (à laquelle s'ajoute les 3,5 % déjà obtenus)
- une pause supplémentaire de 10 minutes
- une amélioration de la grille des horaires

Enfin, les travailleurs ont imposé qu'un plan d'embauche soit « mis en route, pour assurer la réduction des heures supplémentaires ».

Au Havre, les cheminots ont repris. Les syndicats CGT et CFDT expliquent leur défaite en disant que de toute façon « Rien n'est possible tant qu'il y aura la FGAAC, LA FMC et FO ». Ces organisations font en effet tout ce qu'elles peuvent pour briser la grève. Mais que font les syndicats pour riposter à cette offensive ? Au Havre, la reprise n'a pas été votée en Assemblée Générale. Pendant la grève pas une seule discussion n'a été organisée. Les gars se sont démobilités devant la cible que se fixait la CGT : une grevete de 24 heures ! Ils savent très bien que ce n'est pas ainsi qu'ils gagneront leurs revendications !

un cheminot de la gare SNCF du HAVRE

# POLITIQUE

suite de la une

## BERLIN-EST

# AFFRONTEMENTS ENTRE LES PARTIS RÉVISIONNISTES

Aussi les travailleurs ont à affronter dans leurs syndicats CGT, CFDT, les orientations différentes que PCF et PS veulent y faire passer aujourd'hui. Edmond Maire donnait le ton au milieu de la semaine dernière en pleine grève des cheminots affirmant : « nous résisterons à toute initiative qui tendrait à développer une mobilisation des forces populaires sur le seul thème du débouché politique, (qui tendrait) à mener des actions syndicales-partis... pour faire apparaître un gouvernement de gauche comme seul susceptible de répondre aux revendications immédiates ». Avertissement non déguisé au PCF s'il veut tirer avantage des luttes actuelles pour faire avancer la date des élections.

Quant à Séguy, il sait aujourd'hui que la classe ouvrière n'est pas tout à fait prête à partir ensemble dans la lutte, il sait aussi que les actions qui éclatent aujourd'hui rejettent souvent le projet politique du programme commun et le capitalisme nouvelle mouture développé par le PCF. Aussi, tentant de contrôler les mouvements qui se déroulent, les brisant aujourd'hui quand ils ne s'insèrent pas dans son projet politique, la confédération C.G.T. se prépare pour demain à un mouvement de plus grande ampleur, à le dévoyer et à l'orienter vers le soutien à l'activité du PCF.

Les travailleurs sont ainsi prévenus. En même temps qu'ils construisent dans les combats de tous les jours la perspective d'une offensive ouvrière de grande ampleur, en même temps qu'ils aggravent la crise de la bourgeoisie, ils doivent combattre les forces qui s'apprêtent soit, pour le PCF à s'appuyer sur le mouvement pour le dévoyer politiquement, soit pour le PS, à le freiner, à en limiter l'ampleur et le contenu pour qu'il ne bouleverse pas le jeu traditionnel des élections bourgeoises. C'est à ce prix là que l'offensive ouvrière qui se prépare rapportera tous ses fruits : non seulement un succès revendicatif important, mais aussi une progression nette de la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans, de l'organisation des travailleurs pour la lutte révolutionnaire.

En décembre 1974, les PC (révisionnistes) d'Europe annonçaient solennellement qu'ils tiendraient une conférence au milieu de 1975,

le congrès est passé et on n'indique plus de date pour la conférence !

A la dernière réunion prépa-

circuler un texte.

Le PCF y accuserait l'URSS d'avoir une attitude trop favorable au régime de Giscard d'Estaing « Si par exemple, a déclaré Kanapa, l'un des dirigeants du PCF, un P.C. fait l'éloge de la politique extérieure giscardienne, ... alors il y a sans aucun doute manquement à l'internationalisme prolétarien ».

Ce à quoi Souslov, théoricien du Kremlin, avait répondu par avance « Tout ce que les opportunistes font passer pour des variantes régionales ou nationales, du marxisme n'a rien de commun avec la théorie révolutionnaire ».

Ce que le PCUS appelle l'internationalisme prolétarien, c'est la soumission et le soutien inconditionnels à la politique du social-impérialisme russe.

Mais le PCF supporte de moins en moins que de De Gaulle à Giscard, Moscou préfère pour le moment ménager les gouvernements successifs et traiter avec la bourgeoisie en place pour avancer ses pions en Europe. Il a, par exemple, très mal pris l'invitation récente, à Moscou, d'une délégation de jeunes giscardiens. Au fur et à mesure qu'il croit s'approcher du pouvoir, il voudrait un soutien beaucoup plus marqué de l'URSS à l'Union de la Gauche.

De plus, le PCF cherche à prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS : parce que le socialisme à la Brejnev, les masses n'en veulent pas ; parce que aussi, tout un électoral bourgeois et petit bourgeois considère qu'un alignement trop étroit du PCF sur l'URSS signifierait la persistance de velléités révolutionnaires.

D'autres PC européens ruent dans les brancards. Le PC (révisionniste) espagnol qui a déclaré : « Il ne peut exister de ligne commune entre les PC des pays capitalistes et les partis-Etats de l'est européen » ou encore le parti italien (révisionniste) : « Notre désaccord avec le P.C. soviétique est explicite et il faut le dire clairement ».

Même vis-à-vis des partis au pouvoir à l'est, le P.C. d'URSS se heurte aux intérêts particuliers des nouvelles bourgeoisies au pouvoir qui doivent tenir compte, de plus, de la résistance de leurs propres peuples à la domination soviétique, de leurs aspirations à l'indépendance nationale.

Les PC révisionnistes trouvent leur unité, dans leur opposition au prolétariat et à la révolution. Mais c'est une unité fragile, en définitive : nouveaux et futurs bourgeois poursuivent des objectifs propres, contradictoires et n'arrivent plus à dissimuler l'apreté de leurs affrontements.

## PC-PS LES RETOMBÉES DU VOYAGE DE MITTERRAND EN ALLEMAGNE

L'Humanité de samedi ne manque pas de fustiger le voyage de Mitterrand en Allemagne. Le secrétaire du PS a en effet rencontré, vendredi, Willy Brandt, du parti socialiste allemand. Ils ont tous deux réaffirmé leur soutien à l'élection du parlement européen au suffrage universel. Le PCF, qui qualifie cette élection de « crime contre la France, contre son peuple », critique le PS d'approuver ce qu'il appelle « une admirable trouvaille pour dépasser, en réalité, les Français du suffrage universel ». D'autre part, il fait mine de découvrir la qualité des amis de Mitterrand. Mais ce n'est pas d'hier que celui-ci appartient à « l'internationalisme socialiste », qu'il crie à qui veut l'entendre qu'en France il s'allie avec le PCF pour mettre en œuvre son projet social-démocrate, et qu'il recherchera le « consensus » populaire pour appliquer, au pouvoir, une politique d'austérité.

Ainsi, les indignations du PCF au sujet de l'accord effectivement très préoccupant entre Mitterrand et le parti socialiste allemand, sonnent, pour le moins, faux. Le PCF, pour sa part, toujours prompt à dénoncer l'atlantisme est saisi d'aveuglement quand il s'agit de voir les pressions du social-impérialisme soviétique sur l'Europe ou ailleurs. Il n'a donc, là non plus, aucune qualité à se poser en défenseur de l'indépendance nationale.



Brejnev avait cru se donner une bonne marge pour se présenter au 25ème congrès du PCUS comme le rassembleur des PC d'Europe. Echec cuisant : de reports en reports

rotaire, à Berlin-est, c'est le PCF qui aurait, à son tour, remis en cause le document de compromis laborieusement mis au point, après plus d'un an de discussions, en faisant

● L'accélérateur de particules du CERN bientôt en service : L'accélérateur de particules européen, en construction depuis des années près de Genève, est sur le point d'entamer ses premiers essais. Il s'agit d'un accélérateur de très haute énergie (400 GeV), destiné à l'étude fine des particules élémentaires qui composent la matière. Il bénéficiera de l'ancien accélérateur du CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire) de 28 GeV, pour injecter avec une énergie déjà importante les faisceaux de protons à étudier dans ses anneaux. Une réalisation qui peut faire faire des progrès dans la connaissance de la matière.

## REUNION FRANCO-BRITANNIQUE SUR CONCORDE LA FAIBLESSE DE L'AÉRONAUTIQUE EUROPÉENNE

C'est aujourd'hui que les ministres français et britanniques du transport doivent se rencontrer pour examiner l'avenir du programme de construction de Concorde. Malgré les démentis, des « bruits » circulent sur un éventuel abandon, par la Grande-Bretagne, de la chaîne de construction, une fois les appareils commandés fermement construits.

Le choix de l'avion militaire américain par un certain nombre de pays européens, le blocus américain sur Concorde, la faible commercialisation de l'Airbus et du Mercure : une série de faits qui montrent que l'avancée technologique européenne n'a pas beaucoup de poids, en regard de la position de faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne vis-à-vis des Etats-Unis.

Déjà, les chaînes de montage britanniques du supersonique tournent au ralenti, et cela d'autant plus que cinq des appareils dont la construction est programmée n'ont pas encore trouvé d'acquéreurs. Et l'apparition d'acquéreurs éventuels dépend en grande partie du succès de la ligne ouverte sur l'Atlantique Nord. Succès pour le moins problématique : aux Etats-Unis, l'offensive anti-Concorde se développe sur le plan juridique, et les compagnies américaines qui pourraient voir menacée leur clientèle de première classe, ont pris les devants en louant elles-mêmes les places des trajets en Concorde. Il n'y a pas de petit profit...

La réunion d'aujourd'hui ne pourra pas changer grand-chose à cette situation. Il semble acquis que la Grande-Bretagne abandonne la construction après le 16<sup>e</sup> exemplaire. Tout au plus les ministres des deux pays examineront la façon « la plus douce » de procéder aux licenciements que cela entraînerait. Cavallé, le ministre français, qui sait que les travailleurs de l'aéronautique sont prêts à défendre leur emploi, se montrera peut-être plus ferme en paroles ?

Maintien du Concorde ou non, les travailleurs de l'aéronautique doivent conserver leur emploi. Ils se battent pour cela, et non pas, comme l'ont fait les directions syndicales vendredi dernier pour « la poursuite du programme Concorde ». Les travailleurs n'ont pas à payer les échecs des plans bourgeois, ni pour la faiblesse de leur bourgeoisie.

## Ouessant : toujours la marée noire...

Rien de nouveau à Ouessant, où le fuel des soutes de l'Olympic Bravery continue à s'écouler, alors que la tempête se poursuit. Les 80 soldats envoyés sur place enlèvent chaque jour le goudron des rochers où ils l'ont enlevé la veille, et la houle empêche les plongeurs hollandais chargés de vider les soutes d'intervenir. De leur côté, les Ouessantins, estiment inadmissible que le préfet de la région puisse déclarer : « Nous ne serions pas allés plus vite (que l'armateur). J'affirme que l'administration a fait ce qu'elle a pu dans le cadre de ses moyens et de ses droits ». Eux savent qu'après le 24 janvier, date de l'échouage, une période de beau temps exceptionnelle en hiver aurait cent fois permis d'écarter tout danger ! Ils refusent de collaborer aux travaux anti-marée noire, tant que de véritables moyens ne seront pas mis en œuvre.

## En prison, sans aucune raison...

M. Astudillo, militant espagnol, avait été condamné, en mars 75, pour vol. Sa peine s'achevait le 21 janvier dernier, et depuis cette date, Astudillo est toujours détenu. D'autre part, bien qu'il ait demandé le statut de réfugié politique, le gouvernement français a accepté la demande d'extradition faite par le gouvernement espagnol à son égard. D'après son avocat, il court en Espagne « les risques les plus graves quant à sa liberté, et même à sa vie ».

## Etats-Unis : encore des pots de vin

Une grande firme pharmaceutique américaine aurait versé à l'étranger, afin d'obtenir des marchés, une somme de plusieurs millions de dollars. Le président Ford a chargé le secrétaire d'Etat au commerce de faire une enquête. Après le Watergate et l'affaire Lockheed, on ne s'étonnera donc pas du résultat d'un récent sondage effectué par l'entreprise Harris : il n'y a plus que 9 % des Américains pour faire confiance au Congrès (parlement), 10 % au président, et 12 % à la grande industrie !

## CHAUNY : RHÔNE-POULENCATUÉ

Ce sont deux ouvriers qui sont morts dans l'explosion d'une cuve d'anhydride phtalique, à l'usine Rhône-Poulenc de Chauny, dans l'Aisne. Guy Quatacker, père d'un enfant a été projeté par l'explosion, et Louis Billaust, âgé de cinquante-quatre ans a été écrasé par la cuve. Ces deux travailleurs effectuaient des travaux de soudure, avant l'explosion, qui s'est produite vendredi à 11 H 30. On a retrouvé l'un d'eux un extincteur à la main. L'explosion a été d'une telle violence que les vestiaires situés à proximité de la cuve ont été soufflés. Les ouvriers qui s'y trouvaient s'en sont réchappés de justesse. L'incendie qui a suivi a touché trois cuves de stockage, ainsi que du matériel SNCF. Immédiatement après l'explosion, des débrayages se sont produits, chez les 1 200 ouvriers de la boîte. Une exigence : savoir la vérité, savoir pourquoi leurs deux camarades sont morts.

## UNE POIGNE DE FER SUR L'ARGENTINE

*Les généraux qui ont pris le pouvoir en Argentine, après avoir déclaré qu'ils entendaient lutter contre la «subversion» et la «corruption» précisent maintenant leurs intentions : tirant les leçons de certains aspects trop voyants du fascisme chilien, ils s'abstiennent de déclarations fracassantes, mais une poigne de fer s'abat sur l'Argentine. Toutes les activités des partis politiques sont suspendues et leurs biens confisqués. De plus, le PCR, Política Obrera, le Parti Socialiste des Travailleurs et le Parti Communiste Marxiste-Léniniste ont été interdits, tandis que le Parti Révisionniste Argentin ne fait l'objet d'aucune mesure particulière.*

- Tous les fonctionnaires de la justice, ainsi que le personnel diplomatique ont été mis en vacance. A la place fonctionnant des tribunaux militaires, tout membre de l'administration qui serait soupçonné d'avoir des activités politiques sera immédiatement licencié, toute activité syndicale, en particulier la grève et la manifestation sont interdites, la CGT péroniste et la Confédération économique ont été placées sous contrôle gouvernemental, l'expulsion des étrangers peut se faire à tout moment, or de nombreux chiliens entre autres, avaient trouvé refuge en

Argentine. C'est leur vie qui est menacée.

Les généraux déclarent notamment : «Pour parvenir aux buts du processus de réorganisation nationale, il est nécessaire de limiter les activités des organisations politiques dont les objectifs sont incompatibles avec les dispositions constitutionnelles qui autorisent leur existence». Or c'est précisément un Conseil de 9 officiers supérieurs qui va être chargé de légiférer. Les militaires estiment qu'il leur faut au moins 3 ans pour «réorganiser» le pays. On avance déjà le chiffre «officiel» de 3000 arrestations.

L'un après l'autre, les pays du sud de l'Amérique Latine basculent dans le camp des dictatures fascistes : Uruguay, Paraguay, Chili, aujourd'hui Argentine. A chaque fois se profile le spectre sinistre de l'impérialisme américain.

La crise qui secoue les pays impérialistes obligent les Etats-Unis à ren-

forcer leur contrôle sur ce qu'ils considèrent comme leur «arrière-cour» naturelle : en même temps qu'ils cherchent à développer l'immense marché que constitue cette zone, ils écrasent toute tentative des masses de prendre en mains leur destin. Mais l'établissement de dictatures comme l'Argentine contient les germes de leur propre ruine ainsi que celle des USA.

## Hassan II lance un mandat d'arrêt contre le F. Polisario

La cour d'appel d'Agadir (Maroc) vient de lancer un mandat d'arrêt international contre le premier ministre de la République arabe sahraouie, ainsi que contre cinq ministres. El Ouali, secrétaire général du Front Polisario et Ahmed Baba Miske, membre du comité des relations extérieures du Front sont également l'objet d'un mandat d'arrêt.

Ainsi ce sont la plupart des principaux dirigeants du peuple sahraoui que le roi veut faire pourchasser par les polices internationales. Le roi sait que personne n'est digne de sa manœuvre, mais peut être espère-t-il ainsi limiter la possibilité de mouvement des dirigeants du Front en exerçant des pressions contre les pays qui acceptent de les recevoir - et ils sont nombreux en Afrique. En fait le mouvement est irrésistible et rien ne permettra à Hassan de sortir de son isolement croissant.

Ainsi que le gouvernement français interdit aux représentants du Front de prendre la parole dans des réunions publiques, nous ne devons pas permettre que Ponia-towski se saisisse de ce

prétexte pour interdire toute activité du Front en France. De même, nous devons nous mobiliser pour empêcher que les livraisons massives d'armes à destination du Maroc à partir de l'aéroport d'Orléans se poursuivent.

Grégoire CARRAT

### en bref...

• **Vienne** : Les négociations sur la réduction des forces en Europe sont dans l'impasse. Les pays de l'OTAN refusent les propositions du pacte de Varsovie car elles assurent une supériorité numérique absolue à l'URSS : les forces du Front de Varsovie sont de 930 000 hommes et 16 000 chars contre 770 000 hommes et 6 000 chars pour les forces de l'OTAN.

• **Egypte** : Sadate se prépare à demander un grand nombre d'armes défensives aux Etats-Unis après la rupture des accords avec l'URSS. Cependant Kissinger vient d'annoncer que la livraison de six C 130 à l'Egypte n'engageait pas les USA à livrer d'autres armes.

«Israël doit avoir un important soutien économique et financier qui ne peut venir que des Etats-Unis... Nous avons aussi des intérêts importants et des amis dans le monde arabe... (l'aide US) doit encourager les forces modérées du monde arabe... ce qui est la meilleure voie pour assurer une paix durable qui assure l'existence et la sécurité d'Israël».

• **USA** : Les Etats-Unis ont envoyé un message à Hanoi dans lequel ils s'affirment prêts à normaliser les relations entre les deux pays. Cependant la lettre est assortie de la liste de 2 000 soldats américains disparus en mission au sujet desquels les USA exigent des informations. De plus, ils demandent au Vietnam de donner des assurances sur ses intentions pacifiques à l'égard de ses voisins en Asie du sud-est. Après avoir été mis dehors d'Indochine, les Etats-Unis osent encore prétendre que le Vietnam leur reconnaît avoir un droit de regard sur les affaires de la région.

• **Zimbabwe (Rhodésie)** : Samora Machel a annoncé que les présidents des quatre pays africains voisins réunis avec les chefs des mouvements de libération de la Rhodésie avaient décidé de soutenir la recrudescence de la lutte armée dans le pays, qui sera transformée «en lutte populaire prolongée qui détruira le régime raciste et apportera des transformations profondes au Zimbabwe».

### Communiqué

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans l'escalade de la terreur qui s'abat sur le peuple argentin : le CSLPA appelle toutes les forces démocratiques, progressistes à multiplier les actes de solidarité avec les victimes de la répression et en particulier à exiger du gouvernement français l'accueil sans restriction des réfugiés à l'ambassade de France à Buenos-Aires (...)

En encerclant les ambassades, en donnant l'ordre de tirer à vue «contre toute personne surprise à attaquer un service public», les militaires annoncent clairement leur intention d'éliminer sans pitié toute opposition.

Des milliers d'Argentins persécutés et de latino-américains réfugiés en Argentine sont aujourd'hui en danger. Comme pour le Chili, la solidarité internationale doit s'exercer.

CSLPA. 94 rue Notre-Dames des Champs, Paris 6<sup>e</sup>

## ESPAGNE : LES COMMISSIONS DE CHÔMEURS DE MALAGA

Dans toute l'Espagne, les luttes continuent à se développer confirmant les tendances déjà apparues : entrée en lutte de nouvelles couches sociales (intellectuels, journalistes, hospitaliers) et exceptionnelle combativité de la classe ouvrière, qui n'hésite pas à repartir en grève dès que les promesses faites le mois dernier sur les salaires, ne sont pas tenues. Cette semaine a été particulièrement marquée par l'extension du mouvement dans la région de Malaga, où de nouvelles formes d'organisations de classe sont apparues, les comités de chômeurs.

Le salaire de base. Les masses en sont réduites à la misère : la prostitution a augmenté, et dans bien des cas, les ménagères sont obligées de laisser en gage leur carte d'identité pour emprunter de quoi manger. C'est tout ce qui leur reste. Depuis le 17 mars, 5 travailleurs de Malaga font la grève de la faim dans

une journée de lutte a eu lieu mardi dernier avec une manifestation importante au cours de laquelle des voitures ont été mises en travers pour résister aux charges très violentes de la police.

Au cours de cette journée, outre les débrayages dans les usines, un boycott des magasins et des collèges a été assez largement suivi. Les commissions de chômeurs qui mènent la lutte à Malaga commencent à apparaître dans plusieurs endroits d'Espagne et sont une forme d'organisation que se sont données les masses, en dehors de toute structure officielle.

### UNE SEMAINE RICHE EN LUTTES

La semaine qui s'ouvre ce lundi devrait être assez riche en luttes : outre les 3 journées de mobilisation prévues en Catalogne, on apprend qu'une pétition circule à Madrid pour une manifestation dimanche 4 avril. Elle a été signée par 500 personnalités (évêques, avocats, architectes, politiciens). Cette initiative semble provenir de la Junte et de la Plate-Forme, et il s'agit de demander l'autorisation de manifester légalement et pacifiquement. Il reste qu'une fois encore, les masses ne s'en tiennent pas à ce genre de cadre et montrent leur combativité.

de notre correspondant MADRID



Barcelone : manifestation des femmes devant la prison.

### MALAGA : AUTANT DE CHÔMEURS QU'EN 1940

C'est à Malaga que les luttes ont été les plus importantes ces derniers jours. Il y a environ 60 000 chômeurs, soit plus de 10 % de la population active, c'est à dire un taux de chômage comparable à celui de 1940. Il faut rappeler que dans cette région, l'oligarchie avait rêvé d'établir un tourisme particulièrement décadent, et que

la récession du tourisme et ses incidences sur la construction, principal secteur d'activité de la région, frappe très lourdement les travailleurs. Par ailleurs, les quelques usines qui existent dans le coin sont menacées de fermeture en raison de la crise économique. La situation des chômeurs est catastrophique : seuls 12 000 d'entre eux ont droit au fonds de chômage, et ce, seulement après 6 mois d'inactivité et à raison de 75 % du

l'église du Doux Nom à Vallecas (Madrid) pour essayer de briser le mur du silence sur Malaga.

### LES COMMISSIONS DE CHÔMEURS MENENT LA LUTTE

Par ailleurs, après plusieurs semaines de luttes diverses dans la ville, à l'appel d'une Commission de chômeurs, des Commissions Ouvrières et de toutes les organisations d'opposition, une grande

## Liban suite de la une

Cependant, la bataille se poursuit toujours, dans la montagne, où les forces patriotiques ont entrepris de réduire les «fiefs» phalangistes. Après avoir pris des villages comme Beit Meri, Faraya, l'armée arabe du Liban concentre maintenant ses forces sur le principal centre des milices de Gemayel : Bikfaya. L'ensemble du nord du pays étant à peu près neutralisé, une supériorité militaire marquée dans la montagne achèverait d'ôter aux forces de droite, pour toute une période, la possibilité de se livrer à de nouvelles provocations.

L'attention se tourne, par ailleurs, à nouveau vers Damas : c'est au gouvernement syrien que le président de la République, Frangie, a finalement fait parvenir sa démission. Il reste cependant à y indiquer une date, sans laquelle elle n'a encore aucune valeur : la question posée étant justement celle du retrait immédiat d'un homme qui a largement contribué à plonger le Liban dans la guerre civile.

L'étape suivante du plan de règlement syrien serait la réunion de l'assemblée en vue de permettre une modification de la constitution autorisant l'élection immédiate d'un nouveau chef de l'état ; il serait également question d'une présence militaire syrienne au Liban, destinée à y maintenir la paix civile. On peut toutefois se demander, au cas où les combats en cours seraient poursuivis jusqu'à la défaite complète de la droite, quelle serait l'utilité d'une telle intervention.

# INTERNATIONAL

## PALESTINE : «JOURNÉE DE LA TERRE» le 30 mars 76

COMMUNIQUÉ

DEL'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE PALESTINE EN FRANCE

Une fois de plus, l'expansionnisme sioniste se démasque : de nouvelles terres vont être confisquées en Galilée et au Néguev. Méir Zora, directeur de la «terre» au gouvernement israélien, déclare le 5/2/1976 que les autorités sionistes vont confisquer deux mille hectares de terres palestiniennes pour y installer de nouveaux kiboutzim et colonies juifs.

Ainsi, aux 320 000 hectares de terres arabes cultivables déjà usurpées par l'Etat sioniste depuis sa création en 1948 s'ajoutent ces nouvelles confiscations. Ces mesures ont suscité émotion et colère parmi le peuple arabe de Palestine.

En Galilée, au Triangle et dans le Néguev les masses se sont levées contre cette politique d'usurpation : une grève générale et des manifestations sont également prévues pour le 30 mars en protestation contre ces actes qui visent, encore une fois, à faire des Palestiniens des réfugiés dans leur propre patrie. (...)

Notre peuple ne s'est pas soumis : il a lutté et lutte encore âprement contre l'occupation sioniste défilant répression, torture et «détention préventive». Les soulèvements populaires en Cisjordanie et à Gaza et la grève générale décrétée pour le 30 mars témoignent de l'attitude héroïque de notre peuple menant le combat de sa libération sous la direction de l'OLP.

Face au sort infligé au peuple palestinien sous l'occupation,

- Pour saluer le soulèvement populaire en Cisjordanie et à Gaza

- Pour soutenir la lutte contre la spoliation de la terre palestinienne au profit de nouvelles colonies juives

- Pour exprimer notre solidarité indéfectible aux 19 000 patriotes palestiniens emprisonnés.

A bas le sionisme, l'impérialisme et la réaction.

Vive la révolution palestinienne avant-garde de la révolution arabe.

La guerre populaire de longue haleine est le seul moyen pour la libération totale de la Palestine.

### tous au meeting à la Mutualité

20 h 30 SALLE B

16 rue Saint Victor - Paris 5<sup>e</sup>  
métro : Maubert Mutualité



## A BIREH S'ORGANISER POUR RÉSISTER

En Palestine occupée, toute organisation politique palestinienne est interdite. Pour cette raison, le peuple palestinien cherche à s'organiser dans des associations diverses, qu'on peut nommer «associations charitables», «sociales», etc... L'Association de l'Assistance Familiale à Bireh, en Cisjordanie en est une des plus importantes. Créée en 1965 pour assurer à la femme le moyen de participer à la production, l'Association s'est trouvée après 1967 devant des tâches plus pressantes, et dans des conditions différentes.

Depuis 1967 jusqu'à maintenant, l'Association a élargi l'horizon de

ses tâches. Elle s'est d'abord occupée des familles victimes de la destruction sioniste : après l'occupation de 1967.

Ce qui surtout est intéressant dans le travail de l'Association, c'est de voir comment, sous l'occupation, il s'agit d'une forme de

L'Association permet à la population de Bireh et des villages avoisinants de résister à la main mise de l'économie israélienne. En ef-



Atelier créé par l'Association d'Assistance Familiale...

## CINÉMA

### «L'ARGENT DE POCHE»

de François TRUFFAUT

#### UNE CERTAINE VISION DE L'ENFANCE

L'ENFANCE «HEUREUSE»

Rares sont les films français où les enfants sont autre chose que des adultes miniatures, utilisés ici ou là, en fonction des besoins du scénario. Le film de Truffaut est un peu l'exception qui confirme la règle. Ce n'est pas la première fois que cet auteur aborde ce thème : Les Mistons et Les 400 coups avaient comme sujet le monde des orphelins et des «centres d'éducation», L'Enfant Sauvage, celui des enfants ayant grandi à l'écart de la société et le problème de leur réinsertion. Avec L'Argent de Poche, l'auteur aborde un autre registre : celui de «l'enfance heureuse». Tourné à Thiers avec une dizaine de gosses de l'école primaire, cette chronique du dernier mois d'école et du début des vacances est le récit de leurs aventures quotidiennes. Gregory, encore bébé, fait une chute du haut du sixième étage sans se faire le moindre mal. Sylvie, la fille du commissaire de police, fait croire aux voisins que ses parents l'ont abandonnée pour aller au restaurant et se fait ravitailler par ses copains, au moyen d'un panier attaché à une corde. Julien est un enfant martyr, maltraité par sa mère et sa grand-mère,

avec lesquelles il vit... Laisant improviser les enfants devant la caméra, s'efforçant de respecter leur langage, saisissant au vol, grâce à une caméra très fluide, leurs mimiques, Truffaut a réussi à éviter le défaut majeur de ce genre de film : le cabotinage, et nous livre une image de

ce point de vue, le personnage le plus important du film n'est pas un enfant, mais l'instituteur, présenté de manière très positive, et qui est chargé de donner l'opinion de l'auteur au cours d'un long discours qu'il fait à ses élèves, le jour de la sortie des classes. C'est cette vision qui

les conflits des «grands» n'apparaissent pas encore. Cette harmonie profonde se traduit par le rythme léger du film, son caractère lumineux, ensoleillé. L'anecdote de Julien, l'enfant martyr, n'est que le contrepoint de cette vision du monde. Traitée de manière «misérabiliste», elle est là pour mieux faire ressortir le bonheur des autres enfants.

#### UN FILM QUI ELUDE LES VRAIS PROBLÈMES

Cette vision idéaliste du monde de l'enfance (ce n'est pas un hasard si pratiquement tous les adultes du film ont une situation de classe bien précise : petits commerçants, coiffeur, vétérinaire, instituteurs...), élude en fait les problèmes que connaissent les familles du peuple. Il y a une belle lurette que le développement du capitalisme, désagrégeant la cellule familiale, créant des contradictions et des conflits entre parents et enfants, a terni cette belle image d'Épinal de l'enfance «heureuse et innocente». Vouloir oublier cette dure réalité, c'est se réfugier dans une nostalgie sympathique, certes, mais aujourd'hui dépassée.

J.P. BOULOGNE



ces enfants d'un naturel assez stupéfiant.

#### UN ÂGE D'OR, SANS CONTRADICTIONS PROFONDES

Et pourtant, malgré cette fraîcheur et cette spontanéité, il s'agit bien là d'une certaine vision de l'enfance. A

organise le film, qui donne son sens aux différentes histoires qui se recoupent et s'entrecroisent, car, sous le désordre apparent du scénario, se cache une œuvre très élaborée. L'enfance, pour Truffaut, est une sorte «d'âge d'or» de l'individu, un âge d'innocence, de gaieté, sans contradictions profondes, où

résistance. Résistance dans tous les aspects : économiques, financiers, culturels.

Actuellement, des comités sont créés et chacun de ces comités s'occupe d'un aspect de la vie du peuple palestinien et lui donne les moyens de résister.

A Bireh, il y a très peu de jardins d'enfants pour les enfants palestiniens. L'Association en a créé un. Les familles pauvres peuvent y envoyer leurs enfants car le jardin d'enfants est plus ou moins gratuit.

Face à l'oppression culturelle sioniste, l'Association développe la culture palestinienne : une bibliothèque est ouverte à tous, un centre d'alphabétisation fonctionne, même pour les personnes âgées. En 1972, l'Association a créé un «Comités d'études de la société palestinienne». Pour ce comité, il s'agit de regrouper tous les éléments de la vie traditionnelle du peuple palestinien. Une revue trimestrielle paraît actuellement sur ce sujet.

Par ce travail, l'Association permet aux femmes palestiniennes d'apprendre, de produire et en même temps de contribuer à la réanimation de la culture nationale et de résister à l'oppression sioniste sous toutes ses formes.

La population de Bireh participe activement à cette forme de résistance. L'Association est principalement financée par la population qui fait des dons, et de plus en plus, les femmes viennent apporter leur contribution. Il ne s'agit que d'une partie du travail fourni par l'Association Familiale de Bireh qui est beaucoup plus riche et qui permet une réelle résistance à l'occupation.

• MEXIQUE : 250 personnes ont été libérées. Elles étaient emprisonnées depuis le mois d'août 1968. D'importantes manifestations s'étaient déroulées à ce moment-là. La police avait tiré faisant 50 morts.

• ANGLETERRE : L'IRA provisoire a revendiqué un attentat réalisé samedi au salon des arts ménagers de Londres. Il y a eu 85 blessés et 4 morts.

# MÉTALLURGIE

## LA NOUVELLE GRILLE DE CLASSIFICATIONS : UNE ARME DE DIVISION

La nouvelle grille de classifications pour la métallurgie entre en application le 1<sup>er</sup> avril. Pour tous les métallos et sidérurgistes, la paie touchée début mai sera calculée à partir des nouvelles classifications.

Dans toutes les usines, on en parle, et la colère est grande. Déjà, de nombreuses luttes sont engagées contre cette grille, pour exiger des augmentations uniformes qui s'opposent de front à la logique de cette grille hiérarchique.

Les capitalistes gagnent du temps jusqu'à l'application effective de la grille :

- il faut comprendre son fonctionnement, ce qui n'est pas si simple.
- ils espèrent susciter des divisions entre ouvriers, par exemple de la part des plus anciens, se retrouvant classés comme de jeunes embauchés (puisque l'ancienneté est calculée à part).

Et bien souvent, les informations syndicales sur cette grille ont été bien minces, et tardives. Par contre des initiatives positives ont été prises, comme celle de syndicalistes révolutionnaires de la section CFDT d'Usinor Longwy, qui ont fait des réunions de chantier, pour chaque poste, pour expliquer la grille au tableau noir et discuter avec les sidérurgistes.



### QUE CHANGE CETTE GRILLE ?

L'ancienne grille «Parodi» avait été établie en 1945 et 46 quand les ministres du P.C.F. étaient au gouvernement. Elle comportait 7 échelons pour les ouvriers, du MO à 140, au P3 à 170.

La nouvelle grille en comporte aussi 7 principaux - 9 en réalité puisqu'il y a 3 niveaux avec chacun 3 échelons (pour les ouvriers).

L'écart entre l'échelon inférieur (MO auparavant, O1 à 140 maintenant), et l'échelon supérieur (P3 à 170, ou TA à 240) reste le même.

Alors, apparemment, rien de changé ? Sinon que chacun voit son indice augmenter : on commence à 140, au lieu de 100... maigre astuce, puisque ça ne change rien : on peut se retrouver à 155 maintenant sans gagner plus qu'à 127 auparavant. Mais, en réalité, c'est :

ANCIENNE GRILLE	NOUVELLE GRILLE
MO 100	O1 140
MF 108	O2 145
OS1 121	O3 155
OS2 127	P1 170
P1 140	P2 190
P2 155	P2 215
P3 170	TA 240 (technicien d'atelier)

#### ● UNE AUGMENTATION CONSIDÉRABLE DE LA HIÉRARCHIE :

- multiplication des catégories d'ouvriers : il y a 7 - et peut-être 9 - alors qu'il n'y en avait que 5 effectives dans l'ancienne grille. En effet, dans la sidérurgie, il n'y a pratiquement pas de manœuvres : très peu de MO, et peu de MF. Et c'est vrai aussi pour beaucoup de boîtes de la métallurgie, où on était embauché comme OS 1.

On passe donc de 5 catégories effectives à au moins 7.

- pour les anciens «OS» en particulier (il n'y a plus d'OS, mais des «O» 1, 2 ou 3 - ça doit être une des grandes réformes de Stoléru), on aboutit à un échelon intermédiaire : la catégorie O3, où se retrouvent beaucoup d'ouvriers : division parmi les anciens OS2, mais aussi blocage pour ces ouvriers qui pouvaient prétendre devenir P1.

- la prime d'ancienneté est fortement hiérarchisée : 1% du salaire par année de présence, alors qu'il serait normal qu'à ancienneté égale, on ait une prime égale.

- les agents de maîtrise, contremaîtres, sortent très avantagés, leur coefficient fortement augmenté.

Et ces écarts vont forcément en s'aggravant, puisque toutes les augmentations (quand il y en a) sont intégralement en pourcentage.

#### ● LA MISE EN PLACE DU FORFAIT = LE SALAIRE À LA «TÊTE DU CLIENT»

C'est un moyen de masquer les déclassements, de faire passer la nouvelle grille.

#### COMMENT CALCULER SON NOUVEAU SALAIRE POUR UN SIDÉRURGISTE LORRAIN :

- O1 discontinu : 140 (coefficient) x 965 (valeur du point) x 1,098 (compensation réduction temps de travail).  
Donc : 140 x 965 x 1,098 = 1 484 F  
33 x 965 = 318 F  
**1 802 F**

- O1 en feux continus :  
140 x 965 x 1,34 = 1 790 F  
33 x 965 = 318 F  
**2 108 F**

\* ce 1,34 correspond au paiement des dimanches, nuits, jours fériés.

Ceci est valable pour les ouvriers soumis à l'ASSIMILOR, c'est-à-dire normalement sidérurgistes lorrains et de Fos-sur-Mer. Les 33 points correspondent à l'ancienne prime de logement des employés, intégrée (et non ajoutée) dans le calcul de la paie.

Mais, beaucoup plus dangereusement, c'est l'introduction de la paie personnalisée. Voilà certainement un des objectifs de la bourgeoisie pour fomenter la division de la classe ouvrière. Dans cette nouvelle grille, il y a un minimum, mais la paie varie selon le bon vouloir des contre-maîtres, des capitalistes : chacun a un «forfait».

Donc, à poste également classé, il y a encore des différences.

Et il est facile aussi de changer la cotation du poste, de réduire ou d'augmenter le minimum - pour punir un ouvrier combattif ou récompenser celui qui ne fait jamais grève.

C'est la disparition de tout critère objectif pour fixer la paie, la suppression de tout moyen de contrôle des ouvriers.

Toutes les manœuvres sont possibles. Accroissement de la hiérarchie, déclassements, paie «personnalisée» (mais pas en fonction de la qualification), voilà bien la signification réelle de cette nouvelle grille : une attaque importante contre l'unité de la classe ouvrière, une manœuvre de division.

Ce sont ces objectifs que nous devons combattre résolument !

#### LES BIENFAITS DE LA GRILLE... POUR LES CADRES

Voilà ce que donnerait (en gros) une augmentation de salaires de 10% :

Pour un O1 discontinu 5 ans de présence :

- salaire actuel mini (point à 965 = 1 802 + ancienneté 5% = 90  
**1 892**

- nouveau salaire mini (point à 1 061) = 1984  
- ancienneté 5% = 99  
**2 083**

- AUGMENTATION = 191 F

Pour un ingénieur classé 800 (bien qu'ils ne figurent pas dans la grille patronale) avec 5 ans de présence :

- salaire actuel mini = 8 038 F  
+ ancienneté 5% = 402 F  
**8 440 F**

- nouveau salaire mini = 8 838 F  
+ ancienneté 5% = 442 F  
**9 280 F**

- AUGMENTATION = 840 F  
soit près de 4,5 fois celle de l'ouvrier.

#### REFUSER LA GRILLE SE FIXER DES OBJECTIFS DE LUTTE PRÉCIS RÉPONDRE AUX QUESTIONS PRÉSENTES DANS LA CLASSE OUVRIÈRE :

Ce n'est pas le rôle des communistes, des syndicalistes révolutionnaires, de proposer une nouvelle grille, ou d'aménager celle-ci. Mais nous ne pouvons pas nous en désintéresser : nous devons combattre cette manœuvre de division, pour avancer vers l'unité de la classe ouvrière.

Pour combattre cette grille, nous pouvons proposer des objectifs de lutte précis :

- pas de déclassements
- pas de nouveaux échelons pour les ouvriers
- suppression de la catégorie O3 (coefficient 155)
- prime d'ancienneté égale à ancienneté égale (et

non en pourcentage du salaire)

- refus du «forfait» du salaire «personnalisé»

- augmentations uniformes - et non au pourcentage, ou en minimum (augmentation en % déguisée) actuellement 300 F pour tous.

Contre cette grille de classifications, contre les augmentations de misère proposées par les capitalistes de la métallurgie et maîtres de forge (8% en 76), la colère est grande.

C'est aux communistes, aux syndicalistes révolutionnaires de la CGT et de la CFDT, de dévoiler les

#### QUE PROPOSENT LES RÉFORMISTES DANS LA CFDT ET LES RÉVISIONNISTES DANS LA CGT ?

Les directions syndicales rejettent la grille, mais protestent quand son application usine par usine est négociée sans la CGT et la CFDT, par seulement les jaunes de FO, CFTC et la CGC. Elles demandent la négociation d'une nouvelle grille, dont la différence essentielle serait : une grille unique de l'OS à l'ingénieur.

En aucun cas, ce n'est une remise en cause réelle de la manœuvre de division de la bourgeoisie.

Et quelles propositions de luttes ? L'objectif d'une nouvelle négociation pendant des mois et des années, comme pour cette grille mise en application ?

En fait, les révisionnistes dans la CGT sont dans l'embarras. La grille qu'ils proposent, c'est exactement celle qu'ont reprise les patrons de la métallurgie (il suffit de lire leur projet de Convention Collective Nationale dans le Guide du militant de la Métallurgie, n° 111, février 76).

Seules différences : la valeur du point - et le complément de la grille jusqu'à l'ingénieur (car pour ces messieurs, il paraît que l'OS pourrait devenir ingénieur).

Voilà bien le résultat de la main tendue aux ingénieurs et cadres, dans la lignée du XXème Congrès du P.C.F. Mieux, ce qu'on entend de plus en plus souvent, c'est : «Il n'y a qu'une seule classe ouvrière, de l'OS à l'ingénieur»...

Quant aux réformistes du PS dans la CFDT, ils ne sont pas en reste. Dans les «objectifs prioritaires pour 1976» de la FGM-CFDT, on peut lire : il s'agit «de développer la solidarité du manœuvre à l'ingénieur» (Voix des Métaux de mars 76). Et pour cela, il faudrait que les métallos se battent pour qu'un ingénieur puisse atteindre 9 421 F par mois, tandis que l'OS arriverait au 2 029 F mini. Les réformistes n'osent pas revenir de front contre la revendication d'augmentations uniformes, reprise par de nombreux syndicalistes révolutionnaires. Ils ont trouvé un biais : ils avancent la revendication d'une augmentation minimum - de 360 F pour 76 (360 F pour l'ouvrier, mais combien pour l'ingénieur ?).

En réalité, ce que proposent les réformistes du PS, c'est une version un peu améliorée de la grille : où les augmentations ne se feraient pas intégralement en pourcentage, où il y aurait un échelon de moins pour les ouvriers.

plans de la bourgeoisie, de combattre les fausses solutions des réformistes du PS et des révisionnistes, et de proposer aux métallos et sidérurgistes des objectifs de lutte justes qui permettrait d'engager une offensive d'ensemble.

Et aussi à cette occasion de répondre à toutes les questions que se posent de nombreux ouvriers sur la hiérarchie, le rôle des cadres, la place qui est réservée à la classe ouvrière par la société capitaliste en crise.

Des sidérurgistes de Pompey et des métallurgistes de Delattre Levivier du PCR (ml) (Nancy-Pompey)

**CAMARADES, ENGAGEONS À PARTIR DE CETTE PREMIÈRE CONTRIBUTION UN LARGE DÉBAT DONT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE POURRA SE FAIRE L'ÉCHO !**

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

Tout d'abord, je tiens à féliciter toute l'équipe de rédaction du Quotidien du Peuple, pour l'évolution progressive du journal, il est non seulement l'arme aux mains des révolutionnaires, mais la clef à toutes les questions ( politiques, sociales, économiques ) par son objectivité et l'effort pour l'amélioration qu'on sent chaque jour.

Il m'est impossible aujourd'hui de me passer du Quotidien du Peuple, ma vie quotidienne est étroitement liée à sa lecture, comme la sienne à mon achat chaque jour et aux efforts pour le faire connaître ; pour cela je vais essayer d'être en plus d'un lecteur régulier, un correspondant régulier.

Karim (Caen)

Nos félicitations pour le Quotidien du Peuple qui est devenu le journal le plus proche des travailleurs de France, montrant de plus en plus la position de la classe ouvrière dans notre société et son rôle social : la révolution et l'émancipation de tous.

Les pages ouvrières ne sont cependant pas encore assez intéressantes. Il faudrait plus définir les bilans des mouvements sociaux ( initiatives, erreurs... )

## ILS ME DEMANDÈRENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE COMME UNE RÉPONSE À LEUR PRÉOCCUPATION

Depuis quelque temps, à la pause du repas de midi lorsque l'atelier va prendre son café, c'est l'occasion pour discuter des nouvelles, de faire circuler le QdP et d'engager le débat.

Ce type d'animation regroupe parfois quelques personnes autour du journal et tout récemment un soudeur de la zone industrielle d'en face est venu s'y associer en me demandant qui faisait ce journal qu'il lisait de temps en temps et trouvait bien mais trop critique par rapport au PCF. Je lui expliquais alors qui nous étions, notre projet politique. J'appris alors qu'il était au PCF. Depuis, nous nous voyons fréquemment et je lui vends le journal dont il parle dans sa boîte ( par exemple à un Yougoslave expulsé parce que contre Tito à propos de l'Albanie socialiste ).

Quelques jours plus tard, alors que je lui exposais la lutte que nous menions au Centre de FPA - la construction d'une coordination nationale - et quelle était notre conception et notre pratique dans la situation de crise politique actuelle, en prenant pour exemple la discussion que j'avais eu avec les éléments actifs de la grève avec occupation de Logabax ( usine d'électronique légère ) qui répondirent à ma question : « Comment allez-vous faire pour récupérer le reste de la différence des salaires avec l'usine d'Arcueil ? » en me disant que seul un mouvement d'ensemble pourra faire céder l'entente des patrons pour nous faire payer leur crise. Je lui parlais en relation avec le Rassemblement Communiste du 21 mars de l'importance d'un Parti Révolutionnaire - l'instrument que la classe ouvrière

attend alors que le PCF est devenu un parti bourgeois, ne répondant plus aux aspirations des travailleurs et nous laissant donc sans perspectives au contraire cassant toutes les luttes qui rentrent en contradiction avec leur projet politique.

Depuis 10 mn, un consommateur nous écoutait très attentivement. Il se présenta comme étant du PCF. Manifestement il avait trouvé quelqu'un à qui dire tout ce qui lui pesait :

- que le Programme Commun, il n'y avait rien dedans ;
- que le PS était vraiment un Parti bourgeois ;
- qu'aujourd'hui, la révolution était à l'ordre du jour, que nous n'avions rien à perdre.

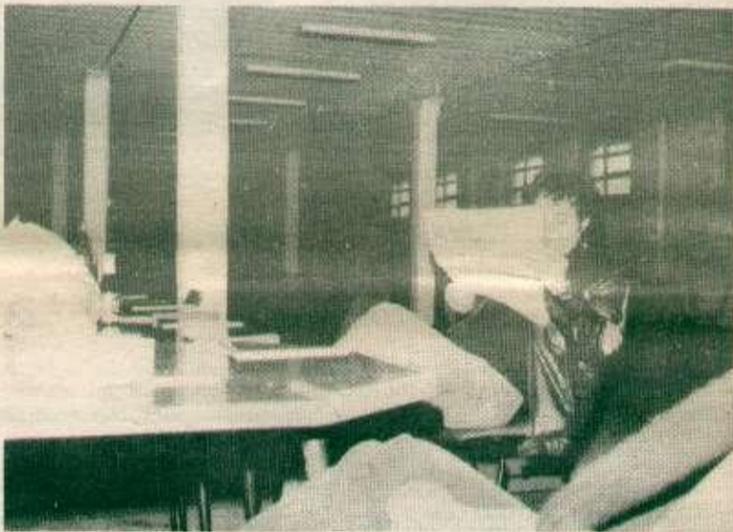
L'heure avançait mais tant pis, je suis resté une demi-heure de plus pour discuter plus à fond avec lui - nous accordant sur le fait que les masses aspirent à prendre elles-mêmes leurs pro-

blèmes en main - La question, lui dis-je, c'est celle du Parti capable de développer cette conscience, de guider les travailleurs et c'est peut-être le principal obstacle comme le reconnaissait un OS du foyer Sonacotra à la question que se posent les travailleurs par rapport au mouvement d'ensemble : quelle garantie nous avons que ce mouvement ne tombera pas à l'eau, qu'il ne sera pas récupéré par les révisos qui conservent encore un certain pouvoir d'illusion, comment consoliderons-nous nos acquis ?

En partant d'eux-mêmes, ils me demandèrent le Quotidien du Peuple comme une réponse à leur préoccupation !

Je compte bien les retrouver, approfondir la discussion surtout sur la stratégie et le Parti, mais aussi avec des propositions de lutte.

corr. Meaux



## front rouge

ORGANE CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



18 mars 1871  
Paris insurge...

ET CE FUT  
LA COMMUNE

N° 5 - Nouvelle série  
MARS 76 - 5 F

EST PARU

PASSEZ VOS COMMANDES...

à Front Rouge  
BP 68  
75 019 PARIS  
CCP 31 191 14 La Source

## VIE QUOTIDIENNE

### UN MUSÉE ORIGINAL ET ASSEZ INTÉRESSANT

Je vous écris pour signaler aux lecteurs de la région de Caen l'existence d'un musée original et assez intéressant. Il s'agit du musée de la mine de Littoy.

On y apprendra que de 1763 à 1843, 600 mineurs extrayaient du charbon pour les forges du marquis de Balleroy dans des conditions épouvantables. On y verra des «escoupes» de dix à douze kios (sans le manche !) avec lesquelles les mineurs devaient ramasser le charbon, des lampes sans protection et bien d'autres choses encore... On y apprendra que les mineurs devaient descendre dans la mine dans les bennes qui remontaient le charbon et que celles-là se renversaient parfois au cours de la descente.

Le guide, un ancien mineur tchécoslovaque rescapé des camps de concentration saura expliquer la misère des mineurs de cette époque, il vous parlera aussi des coups de grisou, de la silicose ( ce qui est dommage,

c'est qu'il pense qu'elle est en régression ).

On trouvera aussi dans ce musée une reconstitution d'une galerie de mine et une maquette de la mine de Liévin, ainsi que quelques documents sur les mines de fer de la région.

Bref, c'est un document intéressant pour nous qui connaissons mal le métier de mineur.

La visite peut être faite en groupe, ce que je conseille ( possibilité de tarif réduit ).

LE MUSÉE DE LA MINE. LE MOLAY - LITTRY à une dizaine de kilomètres de Bayeux. Prix normal d'entrée 4 F.

Victor (Caen)

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

chaque jour, la parole  
à ceux qui luttent

le quotidien  
du peuple

Cette semaine  
HOPITAUX

LA  
MEDECINE  
A LA  
CHAINE

LIBROTI

UN PEUPLE  
CONTRE UNE BASE MILITAIRE

Reportage de notre envoyé spécial

POUR FAIRE CONNAITRE  
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE  
PASSEZ VOS COMMANDES  
DÈS AUJOURD'HUI DE CETTE  
AFFICHETTE  
BP 225  
75924 PARIS Cédex 19

POUR SOUTENIR  
LE QUOTIDIEN  
DU PEUPLE  
ACHETEZ-LE  
TOUS LES JOURS  
AU MÊME KIOSQUE



# BLOC-NOTES

# TÉLÉVISION

## Comment résister aux saisies de meubles (5)

Comme pour la saisie-arrêt sur salaire, il y a deux moyens de résister à une saisie-exécution de meubles. Le premier est un moyen juridique, compliqué et peu efficace car la loi est trop inégale. Le second est l'action de masse. Mais il faut aussi savoir que tous les meubles ne sont pas saisissables.

Le Code de Procédure Civile et le Code Civil (article 2092-2-4, issu de la loi du 5 juillet 1972) énumèrent un certain nombre de meubles qui ne peuvent être saisis.

Auparavant, l'huissier ne pouvait saisir : ni le cou cher du saisi et de ses enfants, ni les outils s'il était artisan, ni les livres relatifs à sa profession, ni les denrées nécessaires à la survie de la famille pendant un mois. Et le Code ajoutait (ce qui prouve son archaïsme) qu'il était encore interdit de saisir : une vache et trois brebis ! A part cela, l'huissier pouvait tout saisir : on se retrouvait avec un matelas, quelques livres, de quoi se nourrir pendant un mois. Si on tombait sur un huissier «compréhensif», il pouvait laisser une chaise et une table.

La loi du 15 juillet 1972 est venue augmenter la liste des meubles qui ne peuvent être saisis. Elle a décidé que sont insaisissables : «les biens immobiliers nécessaires à la vie et au travail du saisi et de sa famille, si ce n'est pour le paiement de leur prix.» Cela veut dire que si un meuble n'a pas été payé, le vendeur, et lui seul, peut le faire saisir.

Pour le reste, il faut entendre largement le terme «mobilier nécessaire à la vie

et au travail». Par exemple le fisc a décidé de ne plus saisir : les meubles, le linge, les vêtements, l'équipement ménager, tout ce qui se rapporte à l'instruction des enfants, les denrées alimentaires. Il est bien évident que cette liste s'ajoute à la précédente, c'est-à-dire que les livres relatifs à la profession, les outils et le cou cher demeurent insaisissables.

Si l'huissier ou le commissaire-priseur conteste cette qualification, il faut s'opposer à la saisie, et les attaquer en justice s'ils la font.

Si l'huissier commet des irrégularités dans la procédure ou, surtout, s'il saisit des objets insaisissables, le recours juridique est de demander la nullité de la saisie. Il faut signaler à l'huissier que les biens sont insaisissables et saisir le juge des référés.

### LES MOYENS DE DEFENSE DE MASSE

Jusqu'à maintenant, c'est l'action de masse qui s'est révélée la plus efficace pour arrêter les saisies.

Elle peut se dérouler à deux moments. Le premier moment est celui de la saisie par l'huissier (rappelons qu'il ne peut pas emmener lui-même les meubles). En mobilisant les voisins, les associations de locataires, les associations familiales ou le comité de lutte contre le chômage, il faut faire masse devant la porte pour empêcher l'huissier d'entrer. Celui-ci peut alors préférer se retirer discrètement (règle générale : l'huissier est un monsieur qui

n'aime pas beaucoup le contact des masses). Mais il faut savoir qu'il a le droit de requérir la force publique. Le commissaire pourra préférer être très occupé ailleurs ou bien provoquer l'affrontement. En ce cas, si l'huissier pénètre dans la maison pour procéder à la saisie, il est possible d'argumenter sur le fait que tous les biens qui s'y trouvent sont nécessaires à la vie et au travail de la famille, et donc insaisissables. Il faut lui faire comprendre qu'on n'hésitera pas à saisir le juge des référés et même à mettre en cause sa responsabilité personnelle.

Bien entendu, le mieux est de faire disparaître tous les objets dont le caractère insaisissable est douteux avant l'arrivée de l'huissier. Le problème à ce stade est que l'on connaît rarement l'heure et le jour de sa visite, étant donné qu'il peut venir n'importe quand, à condition d'avoir laissé passer 24 heures après le commandement. On dispose donc d'un jour pour faire disparaître les objets de nature douteuse.

Le deuxième moment où peut se faire la résistance est celui où l'on vient effectivement chercher les meubles. Ce moment est plus souvent connu grâce à la signification de vente. Le processus est le même que précédemment, l'important est de faire masse pour impressionner les autorités locales. Cela a souvent réussi, notamment dans la banlieue parisienne, où de nombreuses saisies ou expulsions ont pu ainsi être empêchées par une mobilisation des voisins.

LUNDI 29 MARS

TF 1

- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Senso, film de Luchino Visconti (1954)\*
- 22 h 30 - La part de vérité Jean d'Ormesson
- 23 h 30 - Boxe : Valdes-Cohen
- 23 h 50 - Journal et fin

A 2

- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La tête et les jambes
- 21 h 45 - La saga des Français : la mer à 33 kilomètres\*\*
- 22 h 45 - Journal

FR 3

- 19 h 05 - Programmes régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - Le complot, film de René Gainville (1973)
- 22 h 20 - Journal

### Les cheminots à «Apostrophe» vendredi

Surprise, inquiétude, affolement... D'une pâleur d'œufs battus en neige, Bernard Pivot se fait apostropher par des invités pas prévus au programme. Ce ne sont pas des habitués de chez Bocuse, Lenotre ou autre Denis qui sont là, non, mais des cheminots pour qui «la nouvelle cuisine française», ça veut dire se serrer un peu plus la ceinture.

«Cheminots, usagers, solidarité !», «Nous voulons nos 2000 F !», Pivot supplie : «Messieurs, faites vite». On est en direct : il faut bien laisser le micro aux cheminots de la gare de Lyon qui viennent dire leur détermination à obtenir les 104 repos, le salaire minimum à 2000 F.

Grand moment ! La France qui souffre et qui lutte, vient mettre les pieds dans le plat de ceux qui s'empiffrent.

Bravo camarades et merci au nom des familles ouvrières qui regardaient l'émission en songeant aux repas de misère auxquels les contraint la politique antipopulaire de Giscard.

Les cheminots s'en vont. Soulagement de Pivot et de sa brochette d'invités. Les estomacs se dénouent, les langues se délient. Revenons au sujet, à cette fameuse «nouvelle cuisine française», mise à la mode par le tandem Gault & Millau.

Au fil de l'émission, ces messieurs-dames grignotent ferme. L'intervention des cheminots ne leur a pas coupé l'appétit. Eux aussi ils ont une revendication : pouvoir se taper la cloche en toute tranquillité. C'est ce qu'ils feront hors émission.

Franchement éccœurant... Claude ANCHER

\*Senso : le premier film à caractère historique de Luchino Visconti, qui raconte la passion d'une comtesse italienne pour un officier autrichien, dans l'Italie de 1866 en lutte pour son indépendance. Sa passion amène la comtesse à trahir la cause de l'Italie. Tableau d'une époque, le film se veut également l'analyse de la décadence de l'aristocratie italienne et de l'Empire austro-hongrois.

\*\*La Saga des Français : l'émission est consacrée à deux ouvrières de l'usine «Big Chief» à la Roche-sur-Yon. Printemps 1975, les ouvrières de «Big Chief» occupent pour s'opposer à la liquidation de la boîte. Après la reprise par Biederman, la lutte recommencera pour récupérer les avantages acquis à «Big Chief» et supprimés par Biederman.

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

### RÉSUMÉ :

E. Snow quitte la Chine Rouge. Il part de Pao-an.

55<sup>e</sup> épisode

ADIEUX À LA CHINE ROUGE

### DERNIERS JOURS EN CHINE ROUGE

Au bout de cinq jours nous arrivâmes à la frontière méridionale, et j'attendis là pendant trois jours, hébergé dans un petit village et mangeant des haricots noirs et du sanglier. C'était un magnifique pays boisé où foisonnait le gibier, et je passais mes journées dans les collines avec des paysans et des soldats rouges, à chasser le sanglier et le cerf. La brousse était pleine d'énormes faisans, et un jour nous aperçûmes même, très en dehors de notre portée, deux tigres qui filaient à travers une clairière dans un vallon qu'éclairbousaient les pourpres de l'automne. Le front était absolument paisible, et les Rouges n'avaient là qu'un bataillon en ligne.

### ARRIVÉE A SIAN

Le 20 octobre, je franchis sain et sauf le no-man's-land et passai derrière les lignes Tong-peï (1). Le lendemain, sur un cheval emprunté, j'atteignis Lo-tch'ouan, où un camion m'attendait. Un jour plus tard, j'étais à Sian-fou. A la tour du Tambour, je saute de ma place à côté du chauffeur et demande à un des Rouges (ils portaient des uniformes du Tong-peï) de me passer mon sac. Il y a une longue recherche, puis une recherche plus longue encore, tandis que mes

craintes grandissent. Il faut finalement se rendre à l'évidence. Mon sac n'est pas là. Dans ce sac se trouvent une douzaine de mes carnets et de mes cahiers de notes, trente rouleaux de pellicule - les premiers clichés qu'on ait jamais pris de l'Armée rouge - et une cargaison de magazines, journaux et documents rouges. Il faut le retrouver !

### A LA RECHERCHE DU SAC

Agitation sous la tour du Tambour, tandis que les agents de la circulation non loin de là jettent des coups d'œil inquisiteurs. Consultations à voix basse. On se rend compte enfin de ce qui est arrivé. Le camion avait été chargé de sacs remplis de fusils endommagés que les Tong-peï envoyaient à la réparation, et mon bagage, par précaution, en cas de contrôle, avait aussi été fourré dans un de ces sacs de jute. Mais en passant à Hsien-yang, sur la rive opposée de la Wei, à quelque vingt milles de Sian, tous les sacs avaient été déchargés, y compris celui renfermant mes possessions. Le chauffeur fixe le camion d'un regard vengeur. «T'a ma-ti» («Souille-sa-mère»), s'exclama-t-il pour se soulager.

On n'était qu'au crépuscule, et le chauffeur suggéra d'attendre jusqu'au lendemain matin pour retourner et se mettre à la recherche de l'objet manquant. Le matin ! Quelque chose me dit que ce serait trop tard. J'insiste et finalement fais prévaloir mon point de vue. Le camion fait demi-tour et reprend le chemin de Hsien-yang. Je restai éveillé toute la nuit chez un ami à Sian, me demandant si je reverrais jamais ce sac sans prix. Si on l'ouvrait à Hsien-yang, non seulement mes affaires seraient perdues à tout jamais, mais ce

serait la fin de ce camion soi-disant «Tong-peï et de tous ses occupants. Car à Hsien-yang, il y a des gendarmes de Nankin.

### L'ARRIVÉE DU GÉNÉRALISSIME

On retrouva le sac. Mais mon pressentiment sur l'urgence de la recherche avait été juste, car de bonne heure le lendemain matin, toute circulation avait été coupée dans les rues, et toutes les routes conduisant à la ville étaient bordées de gendarmes et de troupes. Les paysans furent éjectés de leurs maisons bordant la route. Quelques-unes de leurs cabanes furent tout simplement démolies pour qu'aucun spectacle offensant n'offusque un regard auguste, car le généralissime Tsiang Kai-chek faisait une visite surprise à Sian. Il aurait été impossible alors à notre camion de retourner sur cette route jusqu'à la rivière, car elle longeait l'aérodrome étroitement gardé.

Cette arrivée du généralissime faisait un contraste inoubliable avec les scènes encore fraîches dans ma mémoire - Mao Tsé-toung ou Hsu Hai-tong (...) flânant nonchalamment dans les rues de la Chine rouge. Et le généralissime n'avait même pas sa tête mise à prix. Cela faisait crûment apparaître qui en fait craignait le peuple et qui se fiait à lui. Mais toutes les précautions prises à Sian pour protéger la vie du généralissime se montrèrent insuffisantes ; il avait trop d'ennemis parmi les troupes mêmes qui le gardaient.

( à suivre )

(1) L'armée du Tong-peï (Nord-Est) était officiellement l'alliée de Tsiang Kai-chek.

# DJIBOUTI

## "ICI, IL N'Y A PAS DE LOIS, ARMÉE ET POLICE FONT CE QU'ELLES VEULENT"

A l'arrivée à l'aéroport de Djibouti, les bagages sont fouillés par des policiers originaires du territoire, des policiers surveillés eux-mêmes par des gendarmes français qui «supervisent» et interviennent lorsqu'ils estiment que les policiers africains ne montrent pas assez de zèle.

Entre ces Africains devenus policiers à cause du chômage endémique dans le territoire et qui touchent souvent le seul salaire de toute une famille, y compris pour des parents lointains, entre eux et les gendarmes français, les rapports symbolisent les rapports existants entre la masse des petits fonctionnaires indigènes et le pouvoir colonial, rapports de subordination mais, aussi rapports de défiance car ces fonctionnaires, comme le passé l'a montré, ne sont pas sûrs pour le colonialisme.

Lorsqu'on quitte l'aéroport, pour remonter la ville de Djibouti par l'est, l'avenue Charles de Gaulle donne une image exacte de l'agglomération : une ville-caserne : base aérienne 188, centre de transmissions aériennes 811, 13ème demi-brigade de la légion étrangère, unités mobiles de la gendarmerie nationale, camp Lelong : camp d'infanterie, 5ème régiment inter-armes d'outre-mer (RIAOM), etc... etc... De façon continue, se succèdent les casernes de l'armée, les stations de radio de l'armée de l'air, les habitations pour militaires, les parcs de véhicules militaires.

«La paix que la France prétend faire respecter ici est une paix qui fait peur» disent les habitants de Djibouti.

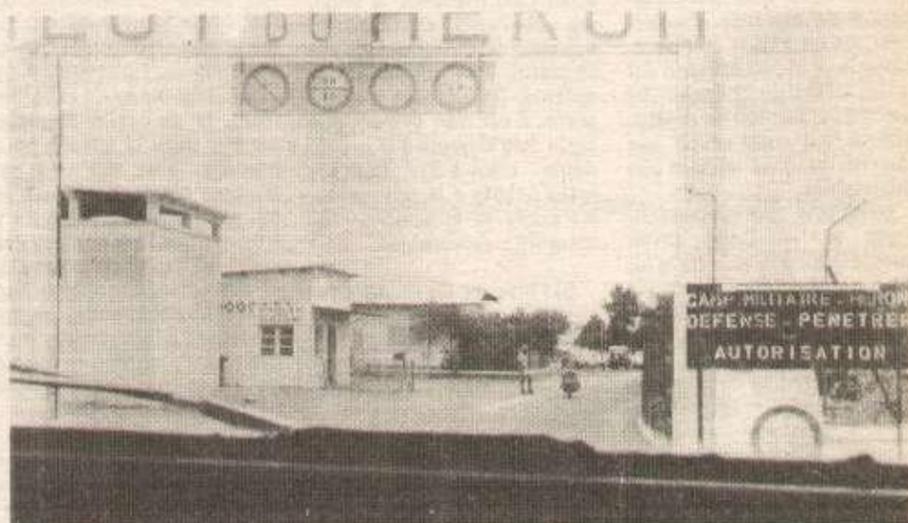
Il y a aujourd'hui près de 15000 soldats français dans ce territoire de quelques centaines de milliers d'habitants. Les renforts en hommes et en matériel ne cessent d'arriver. Le 5ème RIAOM est renforcé, au moins 4 compagnies de gendarmerie sont arrivées, en renfort depuis janvier et 6 compagnies supplémentaires de la légion étrangère, rien que depuis les événements de LOYADA. Peu avant notre départ, à la mi-mars, un Boeing 707 amenait de nouveaux renforts. Nous avons vu chaque jour au port les navires de guerre français décharger des caisses d'armes et de munitions. Pour les renforts de légionnaires acheminés après LOYADA et qui logent sous les tentes, on est en train de construire des immeubles de 3 étages sur l'avenue Charles De Gaulle, alors que dans le quartier africain on vit dans des baraques en tôle et en bois et il est interdit d'y construire sa maison en dur.

Début mars, le couvre-feu était levé, et rapportée la mesure d'interdiction des rassemblements de plus de 5 personnes, cette mesure qui, non seulement s'oppose aux manifestations pour l'indépendance et les réunions publiques des annexes de quartiers de la LPAI mais aussi participe de la tentative d'étouffement culturel d'un peuple qui par ses traditions nomades, est habitué aux danses collectives en plein air. Mais ce sont seulement les aspects les plus spectaculaires de la répression qui ont été réduits, tels que les rafles massives, au moment où s'installait le nouveau haut-commissaire d'Ornano, sans doute chargé de faire valoir quelques apparences libérales alors que la France se lance dans une offensive diplomatique pour faire cautionner sur le plan international sa «solution» à Djibouti.

Rafles massives : dans la ville de Djibouti elles ont été ininterrompues les jours qui ont suivi LOYADA.

C'est à partir de la place Rimbaud, où commence le quartier africain que l'armée procède aux bouclages, isolant les quartiers par des barbelés et procédant à de très nombreuses arrestations et expulsions. «La France avec ce qu'elle a fait ici, on n'en veut plus. On veut notre indépendance. Ils embarquent les gens, les jeunes, les enfants, regardez de l'autre côté de l'avenue 13, nous dit un homme d'une cinquantaine d'année, assis à la terrasse d'un bistrot indigène avec un groupe de jeunes, dont beaucoup arborent l'insigne de la LPAI sur la poitrine, regardez avant, il y avait de nombreux jeunes là, dans les rues, maintenant ça s'est vidé à cause des rafles». Beaucoup de gens nous le confirmeront : des secteurs se sont dépeuplés par l'expulsion massive organisée par l'armée française.

«Ici, il n'y a pas de lois, l'armée et la police font ce qu'elles veulent» nous dit un ancien sous-officier de l'armée française, limogé en 67 pour avoir voté NON au référendum. «Ils encerclent un quartier, défoncent les maisons fermées. Ils viennent surtout la nuit, ils rassemblent les gens comme ici sur l'avenue 13, hommes, femmes, enfants : les gardes mobiles et les légionnaires les entourent de barbelés, et les exposent en plein soleil à partir de 8 heures du matin, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, sans boire ni manger, des hélicoptères passent au-dessus de la foule prisonnière en lui balançant des sacs de cailloux dessus».



L'îlot du Héron, entre le plateau du Serpent (quartier résidentiel réservé aux administrateurs européens) et le port. C'est sur cet îlot que sont stockés armes et munitions de plus en plus nombreuses.

### La «justice» coloniale

Depuis le référendum de 1958, où plusieurs militants nationalistes de Djibouti dont Mahmoud Harbi, à l'exemple des leaders de Guinée-Konakry, firent campagne pour le Non, les autorités françaises délivrent avec beaucoup de difficultés les papiers d'identité français, misant sur une ethnologie contre une autre, Afars contre Somalis, en prétextant les difficultés de recensement d'une population nomade.

Cette attitude des autorités à une raison bien simple : les papiers d'identité français conditionnent eux-mêmes la délivrance d'une carte d'électeur permettant théoriquement à son détenteur de participer aux scrutins orchestrés par l'autorité coloniale et comme le rappelait lui-même un européen, ancien ministre du gouvernement local : «dans ce territoire, les électeurs existent selon les besoins de l'administration». Notons par exemple qu'une loi du 8 juillet 63 n'accorde plus la nationalité française à ceux résidant depuis plus de 10 ans sur le territoire mais, seulement aux personnes dont l'un des parents au moins a déjà la nationalité française, etc... Un fonction-

naire licencié au port en 67 voit par exemple son père né à Djibouti en 1884 obligé de trouver un témoin de 10 ans plus âgé, pour avoir des chances d'obtenir les papiers d'identité.

Ces entraves administratives servent non seulement de moyen de contrôle de l'issue des élections mais aussi, de prétexte au règne de la terreur.

Dans le parc qui entoure les bâtiments du Palais de justice, avenue de la République, des gens assis, attendent, silencieux, ils viennent chaque jour dans l'espoir d'avoir des nouvelles des leurs portés «disparus». Une jeune femme nous explique qu'elle vient tous les matins depuis un mois : elle est sans nouvelles de son frère qui a été emmené voici un mois par les gendarmes. Comme pour beaucoup d'autres on lui dit qu'il a été relâché mais, il n'a toujours pas fait signe de vie.

Certains des disparus ont été emmenés à la suite de manifestations mais, d'autres, seulement parce qu'ils étaient trouvés sans papiers d'identité français, ce qui est

le cas de la plus grande partie de la population. Grâce à la mobilisation de militants de la LPAI des gens ont été retrouvés ces jours-ci séquestrés dans des villas sans indications officielles et qui, appartenant à la gendarmerie, sont utilisées parfois comme chambres de torture, ce qui n'est pas sans rappeler les villas, de sinistre mémoire, à Alger, où étaient torturés les patriotes algériens. Les boucles d'oreille électrique, la baignoire, le «méchoui», (poignets et poings liés à un bâton qu'on fait tourner) sont parmi les raffinements des tortures colonialistes que certains ont subies à proximité de l'aumônerie militaire. Et il suffit d'être sans papier pour être suspect de terrorisme ! Ahmed Dini, secrétaire de la LPAI emprisonné quelques jours en février, à la prison de Gabodé, au centre de Djibouti, a dénoncé dans une lettre ouverte, le sort réservé à 50 enfants enfermés dans cette prison pour la même raison que la plupart des centaines de prisonniers qui s'y trouvent : sans papiers ! Encore eux, ont-ils échappé, du moins provisoirement aux «disparitions».

C'est pour emprisonner des «sans papiers» que se déroule l'audience du tribunal à laquelle nous assistons. Le public composé de femmes, de jeunes, d'enfants... A 11 heures, une sonnerie retentit et les juges qui se sont longuement fait attendre, s'installent. «Défaut d'autorisation de séjour, infraction à un arrêté d'expulsion, défaut d'autorisation de séjour» : tous les chefs d'accusation sont semblables. Un jeune homme a déjà fait 2 fois 4 mois de prison : «Une fois pour défaut de papier, l'autre fois pour vol», dit le juge ; «Non, les 2 fois pour les papiers» proteste l'accusé. Le juge n'est pas très sûr de lui et demande à l'huissier de «rechercher le dossier». L'accusé emprisonné pour défaut de papier est en infraction lorsqu'il se retrouve en liberté, et il est aussitôt repris... pour défaut de papier. Cette fois, comme récidiviste, il aura 6 mois de prison ! C'est ainsi que le pouvoir colonial renforce la révolte de toute une jeunesse.

### Plus que jamais otages

La suspension des rafles massives dont la menace pèse en permanence sur la population africaine ne diminue nullement l'ampleur de la répression. La ville de Djibouti reste enserrée dans l'étau du barrage électrifié, construit depuis la venue de De Gaulle en 67 et disposé sur un terrain miné et parsemé de tessons de bouteilles : c'est un moyen de contrôle permanent de la population, moyen de rejeter hors de la ville toute personne jugée indésirable par le pouvoir colonial, y compris des gens ayant leurs papiers en règle du point de vue de l'administration coloniale, dans le seul but de briser toute résistance populaire.

Depuis début février, les contrôles se sont multipliés le long du barrage de Djibouti est fermé sur la mer aussi :

les pêcheurs africains n'ont plus le droit d'aller à la pêche dans des embarcations en haute-mer, le haut commandement estimant que leurs embarcations peuvent servir au transport d'armes pour alimenter des dépôts dont quelques-uns ont été découverts et qui se constituent dans la ville, à l'initiative de jeunes Afars et Somalis se préparant à la voie de la lutte armée.

Fin février, des pêcheurs de Djibouti qui allaient pêcher vers Zeila, au nord de la Somalie, ont sauté sur des mines posées par le sous-marin français pose mines Junon. Ceci rend beaucoup plus dangereux le passage clandestin par la mer pour les nomades qui veulent voir leur famille à Djibouti et qui n'ont pu obtenir les papiers d'identité français qui leur auraient permis de passer le barrage

terrestre : des dizaines se noient ainsi.

En visitant fin février, ce qui restait de Balbala, bidonville situé près du barrage et qui permettait les échanges entre les nomades et leurs familles restées à Djibouti, jusqu'à ce qu'il soit incendié et détruit au bulldozer par les forces françaises, j'ai vu un camion de la légion abandonner à proximité, sous un soleil de plomb, sa cargaison d'hommes râlés dans la ville : l'armée qui a dispersé par la violence les habitants à Balbala, le 2 février continue aujourd'hui d'y déverser hommes, femmes, enfants qui sont ramassés à Djibouti même si les rafles sont moins spectaculaires.

S'il est généralement difficile à un habitant de Djibouti d'échapper aux expulsions,

les aléas de la politique coloniale font qu'il est parfois aussi difficile de sortir de cette ville : un Somali, responsable aux entrées et sorties du port de Djibouti jusqu'en 67, où suite au référendum et à un mouvement de grève, il fut licencié avec des milliers de dockers, raconte que son frère nomade, a laissé quelques temps sa famille et son troupeau, pour récupérer un peu d'argent à Djibouti. Avec la transhumance, son troupeau est aujourd'hui sur le territoire de la République de Somalie mais, la force coloniale lui interdit désormais de passer la frontière. Son frère nous dit : «je recherche actuellement un gendarme qui l'expulsera afin qu'il puisse rejoindre son troupeau».

À l'heure où la France parle de référendum, le terme d'otages n'a jamais aussi bien

convenu pour désigner le sort fait à la population africaine de Djibouti. Et le barrage de Djibouti fait école : un barrage miné est actuellement en cours de construction par l'armée française le long de la frontière somalienne qui n'était surveillée que par les postes du groupement nomade autonome (GNA), unité autochtone formée par les colonialistes : ce barrage entrave les déplacements des nomades qui tout au long de l'année se déplacent à la recherche d'endroits plus humides pour la nourriture de leur bétail et pour qui la frontière imposée par les puissances coloniales entre le territoire et la Somalie n'existe guère que sur le papier, ce barrage pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la survie des troupeaux d'une population encore en majorité nomade.